

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DOCTORAT POLITIQUE

DU DROIT

DE

RÉQUISITION CIVILE

« Salus populi suprema
lex esto. »

THÈSE DE DOCTORAT

*L'acte public sur la matière ci-dessus sera soutenu
le lundi 12 juin 1911, à 8 heures et demie*

PAR

Roger FRACHON

Président : M. LARNAUDE.

Suffragants : { MM. CHAVEGRIN.
POLITIS.

||o||

PARIS

LIBRAIRIE J.-B. BAILLIÈRE ET FILS

19, RUE HAUTEFEUILLE, 19

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DU DROIT
DE
RÉQUISITION CIVILE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux théories émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DOCTORAT POLITIQUE

DU DROIT

DE

RÉQUISITION CIVILE

« Salus populi suprema
lex esto. »

THÈSE DE DOCTORAT

*L'acte public sur la matière ci-dessus sera soutenu
le lundi 12 juin 1911, à 8 heures et demie*

PAR

Roger FRACHON

Président : M. LARNAUDE.

*Suffragants : { MM. CHAVEGRIN.
POLITIS.*

||o||

PARIS

LIBRAIRIE J.-B. BAILLIÈRE ET FILS

19, RUE HAUTEFEUILLE, 19

1911



DU DROIT DE RÉQUISITION CIVILE

INTRODUCTION

De tout temps, on a reconnu à l'autorité publique le droit de se procurer tout ce qui peut lui être nécessaire, en réquisitionnant les personnes et les choses.

Ce droit de réquisition ne comprend pas seulement, comme on l'entend généralement, les réquisitions militaires, mais encore les réquisitions civiles. Nous ne nous occuperons que de ces dernières.

Le principe du droit de réquisition civile est posé dans l'article 475 du Code pénal :

Art. 475. « Seront punis d'amende depuis six francs jusqu'à dix francs inclusivement...

« 2° Ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service, ou de prêter le secours dont ils auront été requis, dans les circonstances d'accidents, tumultes, naufrage, inondation, incendie ou autres calamités, ainsi que dans les cas de brigandages, pillages, flagrant délit, clameur publique ou d'exécution judiciaire. »

C'est un des droits de puissance de l'Etat. Nous ne chercherons pas à énumérer les droits de puissance de l'Etat,

car toute liste — si longue soit-elle — risquerait d'être incomplète (1).

La réquisition représente dans toute sa pureté le type de l'opération de puissance publique ; elle est la mise en œuvre, pour les objets les plus variés, comme nous le verrons, de la prérogative de l'exécution préalable.

Qu'entendons-nous par ces mots ? Dans le droit commun, les individus ne peuvent exercer un droit qu'après avoir obtenu une autorisation du juge. L'Etat, lui, dans la plupart des cas (2), n'a pas besoin d'un jugement pour exercer ses droits de puissance. Toutes les décisions de l'administration sont exécutoires par elles-mêmes et la puissance publique peut exécuter jusqu'au bout les opérations entreprises (3) sans que les réclamations des intéressés qui seraient lésés par l'exécution préalable puissent en arrêter le cours. Ce privilège présente cet avantage d'éviter que la marche des services publics soit entravée par des contestations des particuliers.

En exerçant son droit de réquisition, l'Etat prend ou exige qu'on lui livre ce qui lui est nécessaire, sauf à accorder ensuite une indemnité (4).

La loi, en établissant ce principe et en le sanctionnant, n'a point eu l'intention de punir la violation d'un devoir de solidarité, car elle n'est pas faite pour imposer l'ordre moral ; mais, s'il est certain que les citoyens ne sauraient, dans leurs rapports entre eux, être légalement contraints

(1) Citons pourtant le droit de faire des lois, de rendre justice, de lever des impôts, de faire la guerre, de battre monnaie, d'établir des monopoles, d'authentifier, etc.

(2) Il y a une exception, c'est quand il s'agit de l'expropriation pour cause d'utilité publique ; s'il n'y a pas cession amiable, un jugement est nécessaire.

(3) Pourvu qu'on observe les règles légales.

(4) HAURIOU, *Précis de droit administratif et de droit public*, pp. 403 à 411, p. 718.

de se prêter réciproquement assistance, parce que les devoirs individuels ne relèvent que de la conscience, il faut reconnaître que, dans un intérêt de sécurité collective, quand les intérêts généraux de la société sont en jeu, ils sont tenus, lorsqu'ils en sont requis, de pourvoir dans la mesure de leurs forces, de leurs ressources, de leurs lumières, aux exigences d'événements dont la soudaineté met nécessairement en défaut la prévoyance des pouvoirs publics.

Nous chercherons d'abord ce qu'est le droit de réquisition civile, sa nature juridique, son caractère.

Avant de voir en quoi il consiste dans l'état actuel de notre droit, nous montrerons rapidement ce qu'il était sous l'ancien Régime.

Nous étudierons ensuite une question qui est d'actualité, savoir l'extension dont est susceptible ce droit et le parti qu'on pourrait alors en tirer.

Enfin nous parlerons des garanties dont jouit l'individu et de la sanction prévue par la loi au cas où l'on opposerait un refus aux réquisitions de l'autorité.

CHAPITRE PREMIER

Le droit de réquisition civile

Le mot « réquisition » a plusieurs sens.

Le seul qui nous intéresse ici est le suivant : la réquisition est une demande à caractère impératif, adressée par l'autorité publique à un particulier pour qu'il rende certains services personnels, qu'il abandonne ses biens meubles ou qu'il cède temporairement la jouissance de ses biens meubles ou immeubles, dans un intérêt général, et pour des circonstances extraordinaires.

D'une manière générale, le droit de réquisition est celui en vertu duquel l'Etat adresse cette demande aux individus qui se trouvent sur son territoire; cela comprend les réquisitions militaires et les réquisitions civiles; mais nous ne nous occuperons que des réquisitions civiles, tout en faisant remarquer que ce que nous allons dire dans ce chapitre de la nature de ce droit s'applique aussi bien à celles-là qu'à celles-ci.

Le droit de réquisition est un des droits de puissance de l'Etat. Nous y rencontrons les quatre éléments essentiels de tout droit de puissance.

Le sujet de ce droit, c'est l'Etat; il en est le titulaire et l'exerce par l'intermédiaire de ses organes; nous verrons qui peut faire des réquisitions civiles.

Le contenu, le bénéfice, le fruit de ce droit, ce sont les services ou les choses que l'Etat peut se procurer grâce à

lui ; cela peut s'étendre très loin puisque l'autorité publique a le droit de se procurer ainsi tous les secours que les services régulièrement établis sont impuissants à fournir.

L'objet de ce droit, ce sont les individus et les choses sur lesquels il porte. Il n'y a rien d'extraordinaire à voir les choses être objets d'un droit ; il ne faut pas non plus se choquer de voir les individus être objets de ce droit, c'est sa nature qui veut que nous soyons considérés comme tels. D'ailleurs, dans le droit privé, l'objet du droit du mari, du père, c'est la femme, c'est l'enfant. Il n'y a rien d'étonnant à ce que, dans le droit public, nous soyons traités par l'Etat, dans l'intérêt de tous et dans notre intérêt, comme des choses qui doivent ne pouvoir opposer aucune résistance.

Enfin nous trouvons une sanction qui consistera le plus ordinairement en une amende ; cet élément est très important, car s'il n'y avait pas de sanction au cas où l'on refuserait d'obtempérer à une réquisition, l'exercice du droit n'aboutirait à aucun résultat pratique.

Nous venons d'analyser le droit de réquisition. Cherchons maintenant à quel principe on peut le rattacher. Quand on est en présence d'une notion quelconque et qu'elle ne constitue pas elle-même un principe, il faut la ramener au principe d'où elle découle, à une proposition au-dessus de laquelle il n'y aura rien et d'où on tirera des conséquences parmi lesquelles se trouvera la notion qu'on étudie.

Le droit de réquisition découle du droit qu'a la nation de vivre — ou, si l'on veut une autre formule, de l'intérêt suprême de l'Etat qui motive toutes les mesures que peut prendre la société quand sa préservation l'exige.

Il nous semble que tel est le véritable principe et qu'il n'est pas suffisant de s'arrêter aux principes de la continuité, de la permanence de l'Etat.

Ce dernier principe suffirait si on n'avait en vue que les réquisitions que l'on fera pour empêcher l'arrêt dans le fonctionnement des services publics ou quasi-publics. La continuité étant de l'essence de l'Etat, elle est par conséquent de l'essence de ces services qui assurent la vie de l'Etat. Ce principe suffirait donc pour expliquer les réquisitions que l'on fait dans le but d'assurer la non-interruption de ces services.

Mais peut-on dire que c'est en vertu du caractère permanent de l'Etat que l'on va réquisitionner des échelles ou des tonneaux en cas d'incendie, des bateaux lors d'une inondation, voire des services personnels en cas d'accidents ayant le caractère de calamités publiques ? Non, car nous ne voyons pas en quoi la continuité de l'Etat est menacée par un incendie, une inondation, une épidémie.

Dans ces circonstances-là, la loi a voulu uniquement assurer à l'autorité publique le concours des citoyens dans des cas où elle juge ce concours nécessaire, parce que les moyens de secours régulièrement organisés sont insuffisants pour sauver la vie des individus ; ce n'est pas la continuité de l'Etat qui est alors en jeu, c'est l'intérêt de la société (1).

Voilà pourquoi, afin de baser ce droit sur une notion qui justifie toutes les réquisitions que l'autorité publique peut avoir à faire, nous avons cherché plus loin que le principe de la continuité de l'Etat ; il nous a paru que l'intérêt

(1) Et c'est seulement dans cet intérêt qu'on peut faire des réquisitions. Nous aurons plus tard à dégager les caractères que doivent présenter les cas où l'on peut faire des réquisitions, mais dès maintenant notons qu'on ne peut en faire que dans un intérêt collectif et que la réquisition faite à l'occasion d'un accident individuel constituerait un abus ; telle est l'interprétation de la Cour de cassation qui restreint considérablement le champ d'application du § 12, art. 475 C. pén. ; cette jurisprudence, que l'on peut à cause de ses résultats, qualifier d'inhumaine, n'est pas pour développer, chez les individus l'idée de la solidarité à une époque où l'on fait tant de bruit autour de ce sentiment.

social, l'intérêt de la nation, était le principe au delà de quoi il n'y avait rien.

Voilà pourquoi aussi nous avons pris pour épigraphe l'adage « *Salus populi suprema lex esto* ».

Nous avons dit que le droit de réquisition était un droit de puissance de l'Etat ; nous avons montré de quel principe il découlait. Voyons quel est son caractère.

C'est un droit exceptionnel.

En admettant ce droit, personne n'a pu se dissimuler qu'il était une atteinte au droit de propriété et à la liberté individuelle : au droit de propriété, car les réquisitions de prestations matérielles se ramènent à une expropriation, avec cette aggravation qu'il ne peut être alors question d'estimations ni d'indemnités préalables (1) ; à la liberté individuelle, à cause des prestations de services person-

(1) Quoique nous ne nous occupions pas ici des réquisitions militaires, nous devons remarquer que pour celles-ci il est fait des estimations préalables. C'est ainsi que, dans le décret du 2 août 1877, nous voyons que, en cas de mobilisation de voitures, si les transports doivent amener un déplacement de plus de 5 jours, il est procédé avant la prise de possession à une estimation contradictoire faite par le maire et l'officier requérant ; s'il s'agissait de bateaux ou d'embarcations, il y aurait une estimation préalable si l'usage devait durer plus de 8 jours.

Citons encore, dans le même décret, l'art. 17 : « Toutes les fois qu'il est fait une réquisition d'outils, de matériaux, machines, bateaux... pour une durée de plus de 8 jours, il est procédé, avant l'enlèvement desdits objets, à une estimation faite contradictoirement par l'officier requérant ou le maire de la commune... » — L'art. 18. « Si la réquisition des moulins a pour objet d'en attribuer temporairement l'usage exclusif à l'autorité militaire, il est procédé, avant et après la prise de possession, à une constatation sommaire par l'officier requérant et le maire de la commune. » — L'art. 62. « L'usage des machines, voitures, wagons provenant des compagnies, dont la direction militaire des chemins de fer de campagne peut avoir besoin, donne lieu à une indemnité de location réglée conformément à un tarif qui sera établi par un décret rendu en Conseil d'Etat. » — L'art. 63. « Le matériel affecté au service de la direction militaire des chemins de fer de campagne sera préalablement inventorié. L'estimation portée à l'inventaire servira de base à l'indemnité à allouer en cas de perte, de destruction ou d'avarie. » — La cause pour laquelle il n'y a pas d'estimation préalable possible lors d'une réquisition civile vient de ce qu'il faut que l'objet de la réquisition soit fourni immédiatement.

nels. Mais il n'y a pas de droit de propriété, si fort soit-il, il n'y a pas de liberté, particulière ou corporative, si respectable soit-elle, dont l'exercice puisse porter atteinte au droit qu'a la nation de vivre. Le droit de l'individu ou du groupe est limité par deux choses : d'abord par les droits égaux des autres individus ou des autres groupes ; ensuite et surtout par le droit supérieur du corps politique à assurer sa propre sécurité.

Si on se trouve dans une de ces occasions prévues par le § 12, art. 475 C. pén., que nous avons déjà cité, ou dans des occasions présentant un caractère analogue de calamité publique, nous avons alors des cas où il y a lieu de limiter les droits des individus ou des groupes, en vue de l'intérêt général où résident la raison d'être et l'essence même de toutes les lois ; il n'y a de civilisation et d'existence nationale possible qu'à ce prix.

Et ces limites apportées à l'exercice des droits, ces sacrifices qu'on exige des individus ou des groupes, tout cela est justifié par le principe que nous indiquions précédemment. Que trouvons-nous en effet au fond de ces idées ? Une mission qui s'impose aux gouvernants dans l'intérêt des gouvernés (1).

Cette mission est plus ou moins étendue, suivant les temps et les pays.

La formule pour la désigner varie : sous la monarchie, on disait que le Roi devait faire régner « l'ordre et la paix » par la justice ». La Révolution exprima à diverses reprises et en termes différents cette mission ; la déclaration des droits de 1789 disait que « le but de toute association « politique est la conservation des droits naturels et im-

(1) V. l'article de M. Duguit dans *la Revue du droit public*, année 1907, pp. 414 et suivantes : « De la situation des particuliers à l'égard des services publics. »

« prescriptibles de l'homme ». Celle de 1793 disait que « le but de la société est le bonheur commun », que le gouvernement est institué « pour garantir à l'homme la jouissance de ses droits naturels et imprescriptibles ». Aujourd'hui on parle d'assistance, de protection du travail, de culture, d'enseignement, de développement de la richesse, de protection économique. Qu'importe la formule ! La plus ancienne, « l'ordre et la paix par la justice », était la plus compréhensive et la plus exacte : la mission obligatoire des gouvernants est toujours essentiellement cela.

Alors il faut leur donner les moyens de remplir cette mission, il faut leur reconnaître le droit de réquisition.

Et cela, malgré quelques objections générales qu'on fait aux réquisitions.

On leur a reproché de vexer et de ruiner les populations qui s'y trouvent soumises. Mais nous dirons dans un instant que les individus ont des garanties contre ce droit — nous verrons dans un chapitre spécial quelles sont ces garanties, notons tout de suite que la principale consiste justement dans l'indemnisation des dommages causés par la réquisition. Il n'y a donc pas de ruine possible.

Alors on répond à cette remarque par une autre objection : si on donne une indemnité, la réquisition devient un moyen onéreux — on dirait volontiers ruineux — pour l'Etat qui paye et souvent paye plus qu'il n'a reçu parce que ceux qui font les réquisitions, n'ayant pas à acquitter les dettes qu'ils créent ainsi, engagent trop facilement des dépenses qui peuvent devenir très lourdes. Mais il y a un contrôle possible ; des précautions sont prises pour que de tels abus ne puissent pas se produire.

On dit encore que c'est un procédé déplorable de se procurer de cette façon les services et les choses dont on a besoin parce que les hommes, sous l'empire de la con-

trainte, ne font pas bien ce qu'on requiert d'eux, donnent de mauvaise grâce les choses qu'on réquisitionne. Mais c'est justement pour cela que la loi intervient avec la sanction de ses peines : dans des cas où le seul sentiment du devoir et même l'intérêt bien entendu devraient suffire, les hommes ne font pas leur devoir ; alors la loi entreprend de stimuler une indifférence égoïste, de punir un sentiment malveillant ou jaloux.

Il nous reste à indiquer que les règles édictées dans ce cas rentrent dans ce qu'on peut appeler la légalité exceptionnelle.

Puisque nous avons en France un gouvernement parlementaire, il n'est pas douteux que les lois d'immunité qui existent en Angleterre sont aussi possibles dans notre régime ; qu'un gouvernement pourrait prendre, dans des cas extraordinaires, des mesures extra-légales, à charge pour lui de les faire approuver ensuite par les Chambres. Dans ces cas — d'une gravité exceptionnelle et par cela même heureusement rares — que la loi n'a pas prévus, l'initiative gouvernementale doit savoir, en cas de besoin pressant, suppléer au silence ou aux lacunes de la législation. Comme le disait M. Labbé : « Irons-nous jusqu'à soutenir « que le salut de la société n'exige jamais une dérogation « aux lois établies? Nous voudrions le pouvoir. Mais « l'absolu n'est pas de ce monde. Les institutions humaines sont toujours imparfaites. Elles appellent parfois des « remèdes extraordinaires. Il ne faut pas que la société « périclite par le respect de la légalité (1). »

Certes il faudrait plaindre un pays dont le gouvernement ne se croirait pas qualifié pour agir ainsi, ou n'en aurait pas le courage.

(1) LABBÉ, note sous S., 76, 2, 297.

Rappelons-nous le préambule de la loi martiale (1).

« L'Assemblée nationale, considérant que la liberté
« affermit les empires, mais que la licence les détruit ;
« que, loin d'être le droit de tout faire, la liberté n'existe
« que par l'obéissance aux lois ; que si, dans les temps
« calmes, cette obéissance est suffisamment assurée par
« l'autorité publique ordinaire, il peut survenir des
« époques difficiles où les peuples, agités par des causes
« souvent criminelles, deviennent les instruments d'intri-
« gues qu'ils ignorent ; que ces temps de crise néces-
« sitent momentanément des moyens extraordinaires pour
« maintenir la tranquillité publique et conserver les droits
« de tous, a décrété et décrète la présente loi martiale. »

Les auteurs de ce préambule pensaient juste. Pourtant nous n'aimons même pas le mot d'extra-légalité ! L'ordinaire, dans notre système, ce sont les lois qui prévoient à l'avance : tel est le caractère général de la loi française.

Alors, pour des circonstances exceptionnelles, dans des temps et dans des cas où la légalité risquerait de sombrer, on fixe d'avance les règles à appliquer, on précise les mesures à prendre, on détermine ce que deviendront les droits des individus, mais en même temps on donne à ces derniers les garanties les plus strictes.

C'est ce qui se passe pour le droit de réquisition.

Nous verrons que les cas où il peut s'exercer sont prévus par la loi ; on a réglé la manière dont les réquisitions doivent être faites ; les individus jouissent de garanties telles qu'ils n'ont pas à craindre d'être victimes d'abus de pouvoir de la part de l'autorité publique.

Le droit de réquisition nous semble donc parfaitement justifié. Certes, considérant la gêne qui peut résulter pour

(1) L. 21 octobre 1789.

les individus de l'exercice de ce droit, nous pensons, comme Dupont-White, que « c'est le comble de l'art politique, c'est le mérite suprême d'un gouvernement de demander le moins de sacrifices possibles à la fortune et à la liberté des citoyens (1) ».

Mais encore faut-il que ce gouvernement puisse remplir son office, qui est de maintenir l'ordre et la sécurité. Aussi admettons-nous sans difficulté que l'Etat a le droit d'exiger de nous les services personnels et de se procurer parmi les objets qui sont en notre possession les choses dont il a besoin quand les services régulièrement organisés sont insuffisants pour lui permettre, quand l'exige l'intérêt suprême de la nation, de faire régner, selon la formule ancienne, « l'ordre et la paix par la justice ».

Nous dirons plus ; ce n'est pas seulement un droit pour l'Etat, c'est un devoir qui lui incombe d'intervenir quand l'intérêt de la nation, de la société est en jeu ; dans un état de choses où les rapports deviennent de plus en plus compliqués et où nous assistons à la lutte des égoïsmes les uns contre les autres, une intervention, une médiation supérieure devient nécessaire.

(1) DUPONT-WHITE, *l'Individu et l'Etat*, p. 60.

CHAPITRE II

Les réquisitions sous l'Ancien Régime.

Dès l'antiquité romaine, on avait posé en principe que le citoyen était d'une manière permanente et gratuitement à la disposition de sa cité, titulaire du droit de lui imposer toutes les tâches nécessitées par l'intérêt public. Le droit français garda et développa, au cours des siècles, ce principe. On peut dire que la réquisition fut le principal moyen de se procurer tout ce qui était nécessaire non seulement à l'intérêt public, mais encore, par un étrange abus, à l'intérêt privé de quelques privilégiés. Notre étude, pour l'époque actuelle, ne porte que sur la réquisition civile ; mais, dans l'exposé historique très bref que nous allons faire, il nous faut parler aussi des réquisitions militaires ; d'ailleurs, ces deux sortes de réquisitions se mêlent étroitement à cette époque, puisque l'on pouvait contraindre — *manu militari* — les récalcitrants à fournir le service que l'on requérait d'eux ou à donner la chose que l'on réquisitionnait.

En Gaule, aux iv^e et v^e siècles, les habitants étaient soumis, en dehors des impôts proprement dits, à des réquisitions fréquentes et variées par lesquelles on mettait à contribution soit leurs personnes, soit leurs biens. Il fallait des hommes pour exécuter quelque travail public, des chevaux pour les postes impériales, des maisons pour

cantonner les troupes : on réquisitionnait hommes, chevaux, maisons (1).

Sous la monarchie franque, de nombreuses réquisitions en nature furent aussi exercées au profit du roi sur les sujets; ceux-ci devaient loger le roi et sa suite ou ceux qui voyageaient au nom du roi — c'étaient surtout les riches et les établissements ecclésiastiques qui supportaient cette charge (2).

Sous les Carolingiens, nous trouvons une réquisition plus générale et fréquemment faite, pour fournir la nourriture à l'armée, hommes et chevaux. Dans les Capitulaires de Charles le Chauve, il est ordonné que ceux qui ne pourront pas faire le service militaire seront occupés à des ouvrages publics, à monter la garde dans les pays et sur les frontières (3). Plus tard, on fait suivre les armées par des individus qui devaient ferrer les chevaux, raccommoder les chariots, remuer les terres (4); il y avait des travailleurs en tête des colonnes pour réparer les chemins, faire les ouvertures dans les haies, construire avec rapidité les ponts; on réquisitionnait des individus connaissant le pays pour servir de guides (5).

Evidemment, c'était le pouvoir arbitraire et la force brutale qui opéraient alors les réquisitions; aussi voyons-nous les rois s'efforcer d'empêcher les abus. En 1439, Charles VII défend aux gens de guerre de « piller, rober » ou « détrousser les gens d'église, les nobles, les laboureurs ou autres ». Si l'on peut parler de forme régulière, on peut dire que l'on tâche d'en donner une aux

(1) ESMEIN, *Cours élémentaire d'Histoire du droit français*, p. 18.

(2) ESMEIN, *id.*, p. 81.

(3) R. P. DANIEL, S. J., *Histoire de la Milice française*, t. I, p. 15.

(4) R. P. DANIEL, *op. cit.*, t. I, p. 49.

(5) R. P. DANIEL, *op. cit.*, *passim*.

réquisitions : on oblige les gens de guerre à payer les vivres qu'ils demandent.

Louis XI, par des ordonnances de 1467 et 1470, défend aux gens de guerre, sous peine de la hart, de prendre, pour porter leurs harnais ou autres bagages, les chevaux, juments, charrettes des pauvres gens, de dépouiller ceux-ci de leurs robes, couvertures, vivres, etc. — « comme ils « sont accoutumés de faire » (1). Les troupes devront, quand elles voyagent, n'acheter les vivres que dans les marchés et les foires, et les payer au prix du pays.

Dans des lettres d'octobre 1485, Charles VIII constate que, malgré les défenses réitérées faites aux gens de guerre de ne rien piller, ceux-ci continuent à prendre « moutons, « volailles, foin, avoine, et autres vivres sans rien payer ».

Sous les rois qui viennent ensuite, ce sont des commissaires spéciaux qui doivent faire les réquisitions.

Sous Louis XIV, on avait prévu des procès-verbaux de réception et d'estimation pour assurer le remboursement par le Trésor Royal des choses prises. Mais tous ces efforts paraissent n'avoir donné aucun résultat, si l'on en juge par le tableau que trace Colbert de l'épuisement des provinces à la suite des marches et passages de troupes, perpétuels même en pleine paix (2).

En quoi consistaient les réquisitions faites pendant les *xvi^e* et *xvii^e* siècles dans l'intérêt de l'armée et — puisque nous nous occupons d'abord de la défense nationale — de la marine ?

Elles consistaient en premier lieu dans des services personnels. Tous les habitants — sans en excepter les collec-

(1) Ordonnance de 1460, art. 9. — Ordonnance de mai 1470, art. 15.

(2) Mémoire du 22 juillet 1666 : « Toutes les troupes vivent à discrétion « en entrant et sortant des lieux où elles logent... c'est assez dire pour « connaître clairement qu'elles laissent ces lieux dans l'état où les aurait « mis une longue guerre. »

teurs d'impôts — devaient participer à la garde des côtes (1), à la garde des redoutes qui s'échelonnaient le long des frontières (2). On faisait travailler les individus à la construction des casernes (3), des arsenaux, des fortifications et des ouvrages des ports (4); si on ne pouvait travailler soi-même, il fallait fournir un remplaçant (5). Tout propriétaire de voitures ou de bêtes requises pour les transports devait conduire lui-même sa voiture et ses bêtes. Les meuniers étaient tenus, toutes les fois qu'ils en étaient requis, de moudre les grains destinés à la fabrication de la bière pour les besoins de la garnison; l'intendant fixait le prix que les parties requérantes devaient payer pour ce service (6). Voilà quelques-uns des services dont il est fait le plus souvent mention.

En second lieu, nous trouvons l'obligation de fournir pour l'armée les voitures, chariots, charrettes, chevaux (7), bêtes de somme (8) nécessaires pour conduire les

(1) Lettre de M. CHAMILLART, intendant à Rouen, au contrôleur général, 5 et 6 juillet 1689. *Corr.*, t. I, n° 730, p. 188. « Comme ce service ne revient « que tous les quinze jours, il n'empêche point les collecteurs de vaquer « au recouvrement des tailles, et il a été fait défense seulement d'y obliger « les porte-bourses. »

(2) Lettre de M. DE LA HOUSSEY, intendant en Alsace, au contrôleur général, 5 avril 1708. *Corr.*, t. III, n° 37, p. 14. Garde continue des redoutes qui se trouvaient le long du Rhin, « 528 paysans sont commandés chaque « jour, à raison de 8 hommes par redoute, y en ayant encore 70 où l'on « fait cette garde ».

(3) DE TOCQUEVILLE. *Ancien Régime et Révolution*, p. 215. « Les paroisses « doivent envoyer leurs meilleurs ouvriers pour bâtir des casernes et les « autres travaux doivent céder devant celui-ci. »

(4) Lettre de M. DE POMEREU, commissaire du Roi en Bretagne, au contrôleur général. 4 juin 1689. *Corr.*, t. I, n° 714, p. 185.

(5) Lettre de M. CHAMILLART, déjà citée.

(6) GUYOT et MERLIN, *Traité des droits*, etc., t. III.

(7) R. P. DANIEL, *op. cit.*, t. I, p. 76. — GUYOT et MERLIN, *op. cit.*, t. III, p. 237.

(8) Lettre de M. BOUCHU, intendant en Dauphiné, au contrôleur général 28 janvier 1691. *Corr.*, t. I, n° 898, p. 232. « Pouvoir de mettre en réquisition, moyennant paiement raisonnable, les bêtes de somme et les « voitures. » — Lettres de M. d'Ableiges, intendant en Auvergne, 10 et 17 août 1693. *Corr.*, t. I, n° 1215, p. 330, réquisition de 500 mulets en Dauphiné et de 1500 mulets en Provence pour l'armée d'Italie.

équipages de troupes qui passent par étape, voiturer les fourrages et munitions de bouche et de guerre, farines, avoines (1), opérer le transmarchement des canons venus d'Alsace (2). Les habitants devaient aussi fournir les munitions nécessaires à l'armée ; avant 1716, les trésoriers de France, depuis l'édit de juillet 1716, les intendants étaient chargés de régler la quantité et l'espèce de fournitures que les bourgs et les villages dépendant d'une ville devaient lui livrer dans les cas pressants, et de préparer les étapes, c'est-à-dire la fourniture et la distribution de vivres et de fourrages à des troupes en marche (3). Pour toute sorte d'autres choses, les soldats faisaient encore des réquisitions sans observer aucune règle ni aucune limite ; c'est ainsi que, pour se procurer du bois ou du charbon, lorsque des chariots chargés de ces choses arrivaient dans une ville, les corps de garde prélevaient sur le contenu ce que bon leur semblait (4).

Pour la marine, on procède de même. Philippe-Auguste, pour former une flotte de 1.700 vaisseaux, avait réuni toute sorte de barques, bateaux plats et autres petits pour porter les vivres, les munitions, les machines, les bagages ; quant aux vaisseaux de guerre, c'étaient des bateaux dont

(1) Lettre de M. BOSSUET, intendant à Soissons, au contrôleur général, 30 mars 1691. *Corr.*, t. I, n° 924, p. 240.

(2) Lettre de M. DE BERNAGE, intendant en Franche-Comté, au contrôleur général, 13 mars 1705. *Corr.*, t. II, n° 765, p. 237.

(3) Ordonnance militaire du 1^{er} mars 1768, citée par Guyot, t. III, p. 236.

(4) Un arrêt du Conseil du 13 août 1661, concernant la ville d'Arras, « fait défenses à tous majors, officiers et soldats de plus prendre ni souffrir être pris aucune bûche de gros bois, fagots ou charbon dans les chariots et charrettes chargées qui entreront dans la ville, sous prétexte de les consommer dans les corps de garde ou ailleurs, à peine de 500 livres d'amende et de punition exemplaire. » Le même arrêt enjoint à l'intendant « de régler ce que les habitants auront à fournir de bois, de charbon et chandelles pour lesdits corps de garde. » Cité par Guyot, t. III, p. 228.

les marchands se servaient en temps ordinaire pour leur commerce et qu'on armait en guerre (1).

Plus tard ce sera par des réquisitions qu'on se procurera les bois nécessaires pour la construction des vaisseaux. Un arrêt du Conseil du 21 septembre 1700, portant règlement pour la coupe des bois propres à la marine, fixe que les commissaires de la marine marqueront dans les bois particuliers ceux qui leur paraîtront de nature à pouvoir servir à la construction ou au radoub des vaisseaux. Et si des particuliers ne voulaient pas vendre les arbres dont la marine avait besoin, ces commissaires devaient en avertir le secrétaire d'Etat qui préviendrait l'intendant pour entendre le propriétaire et prendre les mesures nécessaires. Pour transporter ces bois qui servaient à la construction ou au radoub ou dont on faisait des mâts, on réquisitionnait laboureurs et bœufs (2). Et l'on réquisitionnait aussi pour le service de l'armée navale, et sans se préoccuper de savoir si cela nuisait ou non au commerce et aux provinces, tous les bâtiments, barques et vaisseaux neutres qui se trouvaient dans les ports (3).

(1) R. P. DANIEL, *op. cit.*, t. II, pp. 641 et suiv.

(2) Lettre de M. DALOU, premier président du Parlement de Béarn, au contrôleur général, janvier 1691. *Corr.*, t. I, n° 898, p. 232. Fourniture de 300 mâts pour la marine. « On tire des mâts pour le Roy en deux montagnes différentes [des Pyrénées] : les uns dans la montagne de Liers, « dans les montagnes d'Aspe, les autres dans la vallée de Baretons, du côté « d'Arrête. Celui qui fait tirer les mâts à Liers ne les porte pas bien loin, « car de Liers au Gave, qui est la rivière sur laquelle les mâts sont portés « à Bayonne, il n'y a pas deux lieues ou environ, et le commis a besoin « de 24 paires de bœufs par jour qui lui sont fournis par les sénéchaussées d'Oloron et de Sauveterre ; de sorte que les laboureurs qui sont « dans ces deux sénéchaussées y vont faire un voyage chacun à leur « tour. »

(3) Lettres de M. DE BEZONS, intendant à Bordeaux, au contrôleur général, du 16 janvier 1691. *Corr.*, t. I, n° 887, p. 229. « Toutes les barques sont « mises à réquisition depuis 2 ans pour le munitionnaire de la marine et « ainsi le transport des vins en est interrompu ». Du 8 mai 1691. *Corr.*, t. I, n° 938, p. 244. « Le montant des cargaisons semble être plus élevé, « mais c'est un effet des transports requis pour l'armée navale, auxquels « on a affecté presque tous les bâtiments du port de Bordeaux, et même

Nous en avons fini avec les réquisitions militaires; voyons maintenant les réquisitions civiles ; nous étudierons d'abord les services personnels que l'on pouvait requérir, puis les choses que l'on pouvait réquisitionner.

Une ordonnance de saint Louis, de 1273, prescrivit aux habitants de Paris d'élever une clameur toutes les fois qu'ils seraient témoins d'un acte de violence afin d'obliger ceux qui l'avaient entendue à prêter main-forte.

La coutume de Bretagne, dans son article 90, prescrit une obligation de secours très précise : « Quand aucun crie
« au feu ou au meurtre, chacun est tenu d'y aller sans
« espoir de salaire. »

Contre les calamités publiques que nous retrouverons énumérées dans le § 12 de l'article 475 du C. pén., on avait pris des mesures dès l'Ancien Régime. Le guet, pendant la nuit, était assuré par les habitants à tour de rôle et nul ne pouvait se dispenser, sans excuse valable, de ces rondes destinées à assurer la sécurité des villes. Les maîtres des communautés de maçons, charpentiers et couvreurs, devaient indiquer leur nom et leur domicile aux commissaires des quartiers, cela en vue de savoir où trouver les hommes de métiers qui pouvaient fournir des secours utiles si un incendie éclatait ; car, dans un tel cas, une ordonnance du 10 juillet 1706 statuait que « les ma-
« çons, charpentiers, couvreurs devaient se transporter sur
« les lieux au premier coup de tocsin, pour y travailler ainsi
« qu'il leur sera ordonné, moyennant salaire comptant, à
« peine de 300 livres d'amende contre les maîtres et de
« l'interdiction de la maîtrise, et contre les ouvriers ou
« compagnons, outre ladite amende, être déchus du pou-

« les vaisseaux neutres. Par suite les vins restent en place, et ils man-
« quent complètement en Bretagne. »

« voir de parvenir à la qualité de maîtres et exclus de
« tous ateliers pendant un an ».

Un décret des 19-22 juillet 1791 punissait d'une amende du quart de la contribution mobilière, sans que cette amende puisse être au-dessous de 3 livres, le refus des secours et services requis par la police pour lutter contre des fléaux calamiteux. Cette disposition de l'article 7 du titre 1^{er} de ce décret deviendra le § 12 de l'article 475 du C. pén.

Lors d'une inondation, on pouvait requérir les services des individus et faire exécuter tous les travaux et démolitions nécessaires pour prévenir ce fléau (1). Si une épidémie éclatait, les intendants formaient des bureaux de santé, désignaient pour soigner les malades des médecins et des chirurgiens et chargeaient ceux-ci de rendre un compte exact de leurs observations sur la nature du mal (2). En cas d'épizooties, à partir de 1774, les intendants pouvaient prendre toutes les mesures utiles pour arrêter les progrès de la maladie et requérir le nombre d'équarrisseurs nécessaires pour l'abatage des bêtes (3).

Les propriétaires riverains des grandes routes devaient, chaque fois que les inspecteurs et ingénieurs des ponts et chaussées le jugeaient utile, faire les travaux d'entretien et de curage des fossés le long de leurs propriétés (4).

Le transport des forçats dans les bagnes (5), l'exécution

(1) Arrêt du Conseil du 22 juillet 1783, concernant la navigation de la Loire et de ses affluents. Art. 11. « Ce sont les propriétaires riverains qui « sont contraints de détruire ou d'arracher les plantations des îles, îlots, « chantiers, grèves, plages, accolins et autres places si cela devient indis-
« pensable, et s'ils ne se soumettaient pas à cet ordre, ils seraient con-
« damnés à 300 livres d'amende et en outre au paiement des ouvriers
« employés à détruire les plantations. »

(2) Lettre du chancelier d'AGUESSEAU, du 5 octobre 1721. Arrêt du conseil du 24 avril 1786. Guyot, t. III, p. 278.

(3) Arrêts du 18 décembre 1774 et du 16 juillet 1784.

(4) Arrêt du 3 mai 1720.

(5) DE TOCQUEVILLE, *op. cit.*, p. 215.

des sentences criminelles (1) étaient assurés par des réquisitions.

Enfin citons encore un service personnel que nous retrouverons aussi dans notre droit actuel.

Le règlement général des Eaux et Forêts fait par Henri III en janvier 1583 enjoint, dans son article 19, aux grands-maîtres et maîtres particuliers des Eaux et Forêts « de faire
« assembler un homme par feu de chaque commune de
« leur ressort, avec armes et chiens propres pour la chasse
« des loups, trois fois l'année, aux temps qu'ils jugeraient
« les plus propres et commodes ».

Un arrêt du conseil du 26 février 1697 s'exprime ainsi :
« Sa Majesté, en son conseil, a ordonné qu'il sera incessam-
« ment fait des huées et chasses aux loups aux lieux et
« endroits de la province de Berry qui seront jugés néces-
« saires par le sieur Begon, grand-maître des Eaux et
« Forêts du département de Berry, ou, en son absence, par
« les officiers des maîtrises particulières de ladite province;
« et qu'à cet effet les habitants des villes et villages,
« situés aux environs desdits lieux, seront tenus d'y assister
« et de se trouver aux jours, lieux et heures qui leur seront
« indiqués par ledit sieur Begon, ou les dits officiers, à
« peine de dix livres d'amende contre chacun des défaut-
« lants. »

Un arrêt du Parlement d'Aix du 16 septembre 1675 avait réglé la manière de se rendre compte si tous les individus avaient assisté à la chasse. On faisait un premier appel avant la battue et, quand celle-ci était terminée, on rassemblait batteurs et tireurs pour en faire un second. Si

(1) Ordonnance du présidial d'Orléans du 14 mai 1723. « Les charpen-
« tiers seront tenus de prêter leur ministère, tout ouvrage cessant, pour
« la construction d'échafauds, potences et bois nécessaires pour l'exécu-
« tion des sentences criminelles, à peine de 100 livres d'amende et d'em-
« prisonnement. »

quelqu'un s'était absenté pendant la chasse, il était condamné à l'amende (1). Mais on ne requérait pas seulement les bras des individus, on réquisitionnait aussi les choses nécessaires pour les travaux publics, et principalement les matériaux (2). Nous voyons encore que, pour approvisionner une ville en bois de chauffage, on pouvait faire fournir les bateaux et voitures nécessaires (3). Enfin l'ordonnance de la marine, d'août 1681, nous offre un exemple assez curieux de réquisition de vivres ; l'article 31 du titre 1^{er} du livre II dit : « Si les victuailles manquent dans le voyage, le maître pourra contraindre ceux qui auront des vivres en particulier, de les mettre en commun, à la charge de leur en payer le prix. »

Arrêtons là cette liste, bien incomplète certainement, des réquisitions et, pour terminer cet exposé historique, cherchons les critiques que l'on peut adresser au régime dont nous venons de tracer les grandes lignes.

Nous lui reprocherons deux sortes d'abus : les abus dans

(1) F.-F. VILLEQUEZ, *Du droit de destruction des animaux malfaisants*, passim.

(2) Arrêts du Conseil des 3 octobre 1657, 3 décembre 1672 et 18 mars 1673 (*Mémoires sur les privilèges et les fonctions des trésoriers de France*, imprimés à Orléans en 1743). Ces arrêts permettent aux entrepreneurs et aux adjudicataires du pavé et des grands chemins de prendre des matériaux de quelque nature qu'ils soient et en quelques lieux qu'ils puissent se rencontrer, en dédommageant les propriétaires. Lettre de M. de Montgeron, intendant en Berry, au contrôleur général, 28 décembre 1707. *Corr.*, t. II, n° 1367, p. 495. Il demande à prendre quelques arbres dans les bois de la succession de M. de Seignelay pour la réparation du pont de Châteauneuf-sur-Cher, qui établit les communications entre Bourges et une partie du Bas-Berry.

(3) Arrêt du Conseil du 4 septembre 1758. Approvisionnement de Rouen en bois de chauffage. « En cas de refus mal fondé, de la part des voituriers, de faire dans cette ville les transports nécessaires, et où il y aurait à craindre que l'approvisionnement en bois pût en souffrir, l'intendant est autorisé à donner sur-le-champ et définitivement, sur la réquisition de l'inspecteur général des bois destinés pour le chauffage de ladite ville, les ordres convenables pour assurer ledit approvisionnement, et à faire fournir les bateaux et voitures, suivant le prix qu'il aura taxé. »

l'application des réquisitions, les abus dans la manière de faire les réquisitions.

On ne devrait recourir à la réquisition que dans un intérêt public, général; or, des particuliers se servirent de ce moyen dans leur intérêt privé. Des fournisseurs de bois exigeaient souvent des corvées de transport sans y être autorisés par les marchés passés entre eux et l'Etat (1). Des fournisseurs de fourrages enlevaient tous ceux qu'ils rencontraient et, pour les transporter, se saisissaient des bateaux qu'ils trouvaient (2). On réquisitionnait des travailleurs pour exécuter des travaux ordonnés à la suite de sollicitations particulières (3). Enfin, dans une lettre de Mercy-Argenteau à Marie-Thérèse d'Autriche, nous allons voir comment on se procurait les matériaux dont on avait besoin quand on était puissant. Il s'agit de la reconstruction du château de Bagatelle par le comte d'Artois en 1777. Voici ce que, le 19 novembre, cet ambassadeur écrivait à sa souveraine :

« M. le comte d'Artois imagina de faire raser une petite maison qu'il a dans le Bois de Boulogne et que l'on nomme Bagatelle, et de faire rebâtir de fond en comble, arranger et meubler cette maison sur des plans nouveaux pour y donner une fête à la Reine quand la Cour quittera

(1) DE TOCQUEVILLE, *op. cit.*, notes, pp. 437 et 438. « Ils y trouvaient au moins un tiers d'économie de frais de transport. »

(2) Lettre de M. D'ARGONGES, intendant de Bourgogne, au contrôleur général. *Corr.*, t. I, n° 1023, p. 270. Violence « du nommé Bourgeois, de Lyon, qui enlevait tous les fourrages et même ceux destinés pour la subsistance des troupes... il s'était saisi de tous les bateaux qui étaient le long de la Saône pour les faire descendre jusqu'à Lyon ».

(3) Lettre de M. DE VAUBOURG, intendant à Nancy, au contrôleur général, 3 novembre 1693. *Corr.*, t. I, n° 1255, p. 344. « Les trésoriers de France à Metz ayant, sur des sollicitations particulières, ordonné la construction d'un pont et d'une chaussée à Pagny-la-Blanche-Côte, ont fait, sans l'autorisation du conseil, une réquisition dans tous les villages à 10 lieues à la ronde. Les paysans se sont plaints; l'intendant a ordonné une sur-séance, puis, comme les exécutions continuaient toujours, il a fait mettre en prison l'entrepreneur et les syndics de Pagny. »

« Choisy pour rentrer à Versailles. Il parut d'abord absurde
 « à tout le monde de vouloir tenter et achever une pareille
 « entreprise en six ou sept semaines ; c'est cependant ce
 « qui a été exécuté au moyen de neuf cents ouvriers de
 « tout genre, qui ont été employés jour et nuit à ce tra-
 « vail. La circonstance la plus inouïe, c'est que, les maté-
 « riaux manquant, surtout en pierre de taille, en chaux et
 « en plâtre et qu'on ne voulait pas perdre de temps à les
 « chercher, M. le comte d'Artois donna l'ordre que des
 « patrouilles du régiment des gardes suisses allassent à la
 « découverte sur les grands chemins pour y saisir toutes
 « les voitures qu'elles rencontreraient chargées de pareils
 « matériaux susdits. On payait sur-le-champ la valeur de
 « ces matériaux ; mais comme cette denrée se trouvait déjà
 « vendue, il résultait de cette méthode une sorte de vio-
 « lence qui a révolté le public (1). » Ce sentiment de
 révolte s'explique encore mieux quand on sait de quelle
 manière étaient faites les réquisitions.

Ici trois chefs d'abus : pas d'indemnité, aucun souci de l'intérêt des personnes à qui on adresse les réquisitions ni des dommages que celles-ci leur causent, les façons violentes des parties requérantes.

On sera peut-être étonné de nous voir prétendre que les individus requis de rendre un service ou de fournir quelque chose ne touchaient pas d'indemnité alors que, dans les différents textes que nous avons cités, il est toujours question du prix que doivent payer les parties requérantes. C'est qu'en fait, si des prix étaient fixés d'avance (2), si

(1) *Archives impériales d'Autriche*, à Vienne, pièce 55. Lettre citée par H. G. DUCHESNE, *Histoire du Bois de Boulogne, le Château de Bagatelle*, pp. 120 et 121, 1 vol. in-8, xv-352 p. Paris, 1909.

(2) R. P. DANIEL, *op. cit.*, t. I, p. 171. Pour les chevaux tués à la guerre, ou mis hors d'état de servir, le roi dédommageait les propriétaires d'après une estimation qui avait été faite avant la guerre par le maréchal de la cour.

même des recettes étaient spécialement affectées au paiement de dépenses entraînées par des réquisitions, ces prix n'étaient pas payés ou les sommes étaient dissipées. Dans une lettre de M. de Pomereu, que nous avons déjà citée, ce commissaire du Roi constate que ce qui devait servir à payer les paysans, qui travaillaient aux fortifications de Brest, était dissipé en voyages par les capitaines et même les recteurs. Si les indemnités étaient touchées, elles restaient toujours très inférieures au dommage causé ; de Tocqueville dit que le paiement accordé aux propriétaires qui fournissent les voitures et bêtes nécessaires aux transports militaires n'est que le cinquième de la charge qu'ils supportent.

Chez les parties requérantes, on ne se préoccupe pas de l'intérêt des individus auxquels on s'adresse et si cela s'explique quand il s'agit de cas urgents, cela devient inadmissible lorsque des intérêts vitaux ne sont pas en jeu. Nous avons vu que, faute de bateaux, les vins restaient sur les quais de Bordeaux et qu'ils manquaient en Bretagne. Nous lisons dans une note de Tocqueville, à propos du transport des effets militaires et autres objets nécessaires à l'armée (1), que « le moment de cette corvée est presque « toujours l'été, le temps des récoltes. Les bœufs y sont « presque toujours surmenés et souvent malades après-y « avoir été employés, à ce point qu'un grand nombre de « propriétaires préfèrent donner 15 à 20 livres plutôt que « de fournir une voiture et quatre bœufs (2) ».

Quand on combine cela avec l'indemnité réduite qu'il touche, on peut dire que le propriétaire perd tout : ses peines, son temps, le travail de ses bestiaux.

Enfin il régnait dans ces réquisitions un désordre iné-

(1) Taine, *Ancien Régime*, t. I, p. 177, sur le train des princes.

(2) De Tocqueville, *op. cit.*, notes, p. 436.

vitale et les paysans y étaient sans cesse exposés à la violence des militaires (1). Les mauvais traitements n'étaient épargnés ni aux bêtes, ni aux gens ; comment s'étonner alors que les individus résistent, qu'ils tâchent de se dérober aux réquisitions, qu'ils n'y obtempèrent que grâce à des contraintes rigoureuses (2) ?

Tel était le régime des réquisitions sous l'ancien Régime ; elles constituèrent des charges très lourdes et surtout très inégales, trop rarement justifiées par l'intérêt national.

Pour conclure, nous extrairons des cahiers rédigés par la noblesse en 1789 — que dira alors le Tiers-Etat ? — cette demande « que la propriété soit inviolable et qu'il ne puisse
« y être porté atteinte que pour cause d'utilité publique
« indispensable. Dans ce cas, le gouvernement devra don-
« ner une indemnité d'un prix élevé et sans délai ».

(1) Lettre de M. DE BERNAGE, intendant à Amiens, au contrôleur général, 6 août 1712. *Corr.*, t. II, n° 1318, p. 453. « Il est arrivé ces jours-ci une
« chose capable de faire manquer l'armée de vivres. J'avais commandé
« un convoi considérable de chariots pour transporter des farines de Pé-
« ronne à Cambray. Non seulement le munitionnaire n'a rien payé aux
« paysans sur les voitures ; mais on les a fait passer jusques à Valen-
« ciennes, sans les aider de pain ni de fourrages, et les escortes les ont
« roués de coups parce que leurs chevaux, mourant d'inanition, n'allaient
« pas assez vite au gré des officiers et cavaliers. » — DE TOCQUEVILLE,
op. cit., notes, p. 436 : « Les officiers exigent presque toujours plus qu'il
« ne leur est dû ; quelquefois ils obligent de force les conducteurs d'at-
« teler des chevaux de selle à des chaises, au risque de les estropier. Les
« soldats se font porter sur des voitures déjà très chargées ; d'autrefois,
« impatientés de la lenteur des bœufs, ils les piquent avec leurs épées,
« et, si le paysan fait quelques représentations, il est fort mal venu. »

(2) Lettre de M. BIGNON DE BLANZY, intendant à Paris, au contrôleur général, 24 avril 1792. *Corr.*, t. II, n° 1260, p. 435.

CHAPITRE III

Les réquisitions civiles dans l'état actuel du droit.

Aujourd'hui, le texte capital autorisant des réquisitions civiles est le paragraphe 12 de l'article 475 C. pén. Ce sont donc ses dispositions que nous allons étudier dans ce chapitre. Mais, pour quelques cas, d'autres lois sont en vigueur; le paragraphe 12 ne s'applique alors pas; nous citerons ces autres textes quand il y aura lieu.

Nous avons déjà indiqué qu'il ne pouvait y avoir de réquisition civile que dans des cas urgents, ayant le caractère de calamités publiques; d'autres conditions sont encore nécessaires et les auteurs en énumèrent en tout quatre pour que le refus d'obtempérer à une réquisition constitue la contravention punie par l'art. 475 C. pén.

Il nous semble que l'ordre logique de ces quatre conditions est le suivant :

a) il faut qu'il y ait un cas urgent; nous verrons bientôt quels caractères doit présenter le fait à l'occasion duquel on peut faire une réquisition;

b) il faut que la réquisition soit régulière;

c) il faut qu'il y ait eu refus de prêter le secours ou le service requis;

d) il faut qu'il y ait eu possibilité, pour la personne à

qui la réquisition est faite, de prêter ce secours ou ce service.

Nous n'étudierons ici que les points que nous venons d'énumérer.

La peine infligée aux contrevenants fera l'objet d'un autre chapitre.

a) *CAS URGENT*

Il faut, pour que l'autorité puisse requérir services ou secours, qu'il s'agisse d'un fait accidentel, d'un mal urgent contre lequel le temps manquerait pour recourir aux moyens ordinaires et aux secours organisés et contre lequel d'ailleurs ces moyens et ces secours pourraient être insuffisants. Le mal doit être extraordinaire, c'est ce qui justifiera l'emploi d'un remède extraordinaire ; tout le monde est menacé, tout le monde doit agir.

Dans les cas déterminés par le § 12 de l'art. 475 C. pén., que nous allons citer, il faut donc que le service ou secours requis présente réellement un caractère d'urgence pour que le refus d'obtempérer à la réquisition constitue une contravention (1). Que dit donc le § 12 ?

« Art. 475. Seront punis d'amende, depuis six francs « jusqu'à dix francs inclusivement...

« 12° Ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de
« faire les travaux, le service, ou de prêter le secours dont
« ils auront été requis, dans les circonstances d'accidents,
« tumulte, naufrage, inondation, incendie ou autres cala-
« mités, ainsi que dans les cas de brigandages, pillages,

(1) N'est pas punissable le refus opposé par un individu de faire partie de rondes de nuit organisées par le maire, alors que ces rondes n'ont pas pour objet de parer à un danger pressant. Cass., 9 mai 1834. Mallo. Bull. Cass., Crim., 1834, t. XXXIX, n° 137, p. 161.

« flagrant délit, clameur publique ou d'exécution judiciaire. »

Ce paragraphe a deux parties présentant un caractère différent; tandis que la seconde fixe avec précision les cas où il y aura lieu à réquisition et, par là, ne laisse aucune place à des interprétations extensives, la première contient une énumération qui n'est pas limitative puisqu'elle se termine par les mots « et autres calamités ». Il va donc y avoir pour les requérants et les juges un pouvoir d'interprétation qui nous paraît contraire au principe de l'application restrictive des articles de la loi pénale.

Pourtant il faut dire deux choses à la décharge du législateur de 1810 : d'abord qu'il a cité les cas qui se produisent le plus fréquemment; ensuite qu'il ne lui était pas possible de fixer d'avance toutes les formes que peuvent prendre les faits calamiteux dus à des forces naturelles.

Et nous ne regrettons pas que les mots « et autres calamités » se trouvent dans le § 12, puisqu'ils permettent de l'appliquer à des cas auxquels pouvaient ne pas songer les auteurs du Code pénal.

Voyons donc les cas du § 12 de l'art. 475 C. pén.

1° Accidents.

On entend en général par accident un événement fortuit, le plus souvent fâcheux et inattendu.

Mais les nombreux arrêts de la jurisprudence, tous d'accord sur les caractères que doit présenter le fait à l'occasion duquel on requiert quelque chose, permettent de préciser le sens qu'a ce mot dans le § 12.

Il faut qu'ils agisse d'un cas urgent, inattendu, n'entrant pas dans les prévisions ordinaires de la vie. Il faut que l'accident menace un intérêt général et soit de nature à

compromettre la paix ou la sûreté publique si les travaux, le service ou le secours requis n'étaient pas immédiatement effectués ou prêtés.

Donc on peut dire qu'au point de vue qui nous occupe le mot « accident » est synonyme de « calamité publique » d'un fait qui intéresse plusieurs personnes.

D'où le refus d'obéir à une réquisition de secours faite à l'occasion d'un accident individuel ne tombe pas sous le coup du § 12.

Il en a été ainsi jugé par la Cour de cassation à l'égard d'un aubergiste qui refusait de recevoir dans son auberge, malgré une réquisition faite par la gendarmerie accompagnée du maire, un individu trouvé couché et mourant sur la route (1). Dans l'arrêt, la Cour a simplement indiqué qu'un tel refus était contraire à l'humanité; c'est l'interprétation de la Cour de cassation — nous l'avons déjà montré — qui est inhumaine.

De même pour le refus d'un particulier d'aider à transporter sur un brancard, même après avoir promis son concours, le cadavre d'un homme tué sur une grande route (2).

Il n'y a pas non plus contravention si on refuse de recevoir dans son hangar un cadavre qui vient d'être retiré de l'eau (3).

Pourtant on peut requérir des ouvriers lorsqu'il s'agit d'extraire un cadavre d'une rivière, d'un puits ou d'une carrière et de le transporter dans un lieu convenable pour l'autopsie, afin que les hommes de l'art soient à l'abri des injures du temps et protégés contre les curieux. Et le propriétaire ou le locataire du bâtiment nécessaire à cette

(1) Cass., 17 juin 1853. Femme André. D., 53, 5, 414. — S., 53, 1, 671.

(2) Cass., 13 mai 1855. Castel. D., 55, 1, 223.

(3) Cass., 24 avril 1885. Larré. S., 87, 1, 95.

opération peut être mis en demeure de le livrer par une réquisition (1).

Il y a encore accident individuel, et par conséquent le refus de secours, tout inhumain et blâmable qu'il soit, n'est pas punissable, quand une indigente réclame l'assistance d'une sage-femme pour accoucher (2).

N'est pas non plus passible des peines de l'art. 475 C. pén. le refus d'un médecin d'obtempérer à la réquisition de venir constater le décès d'un individu tué sur la voie publique par la chute d'un ballot de marchandises (3).

En cas d'accidents survenus dans les mines, l'art. 475 C. pén. ne s'applique pas; des règles spéciales se trouvent dans le décret du 3 janvier 1813, contenant les dispositions de police relatives à l'exploitation des mines. Dans les articles 14 à 20 sont indiquées les principales mesures à prendre, tant pour opérer le sauvetage que pour donner les premiers soins aux victimes.

Dès que le maire et les autres officiers de police auront été avertis, soit par les exploitants, soit par la voix publique, d'un accident arrivé dans une mine ou usine, ils en préviendront immédiatement les autorités supérieures; ils prendront, conjointement avec l'ingénieur des mines, toutes les mesures convenables pour faire cesser le danger et en prévenir la suite; ils pourront, comme dans le cas de péril imminent, faire des réquisitions d'outils, chevaux, hommes et donneront les ordres nécessaires.

D'autre part, les exploitants et directeurs des mines voisines de celle où il serait arrivé un accident fourniront tous les moyens de secours dont ils pourront disposer, soit

(1) BIOCHE, *Dictionnaire des juges de paix*.

BERRIAT SAINT-PRIX, *Manuel de police judiciaire*, n° 142.

(2) CASS., 4 juin 1830. D^{lle} Pérard. D., 30, 1, 295.

(3) CASS., 18 mai 1855. Eyriaud. D., 55, 1, 223. — S., 55, 1, 480.

en hommes, soit de toute autre manière, sauf le recours pour leur indemnité, s'il y a lieu, contre qui de droit.

L'article 31 du décret dit que « les contraventions aux « dispositions de police ci-dessus, lors même qu'elles « n'auraient pas été suivies d'accidents, seront poursui- « vies et jugées conformément au titre X de la loi du « 21 avril 1810, sur les mines, minières et carrières ».

Donc, en pareil cas, le refus de secours exposerait son auteur à des poursuites correctionnelles et les peines dont celui-ci serait passible sont celles édictées par l'art. 96 de la loi de 1810. « Les peines seront d'une amende de « 500 francs au plus et de 100 francs au moins, double « en cas de récidive, et d'une détention qui ne pourra « excéder la durée fixée par le Code de police correction- « nelle. »

2^o Tumultes.

On entend par tumulte un mouvement accompagné de bruit et de désordre.

Dans la loi martiale du 21 octobre 1789 et dans le décret des 26 juillet-3 août 1791, on prévoyait les cas où les citoyens pouvaient être requis de prêter main-forte de manière à ce que force reste toujours à la justice et secours pour dissiper les attroupements, saisir les chefs et principaux coupables, enfin rétablir la tranquillité publique.

Les citoyens qui refusaient d'obéir à ces réquisitions étaient privés de l'exercice de leurs droits de citoyen actif durant un intervalle de temps qui n'excédait pas 4 années et ils pouvaient être, selon la gravité des circonstances, condamnés à un an de prison (1).

(1) D., 26 juillet-3 août 1791, art. 1, 3, 8, 12, 42.

Aujourd'hui on a organisé la force publique de telle sorte que l'on n'exige plus que rarement le concours des citoyens. Et cela est préférable d'abord d'une manière générale parce qu'il n'est pas bon de mêler les citoyens à des opérations policières, ensuite, en France particulièrement, parce que ces opérations répugnent à notre caractère et qu'on obéira rarement à une réquisition faite dans un tel cas.

Nous pouvons pourtant citer deux arrêts de la Cour de cassation où il a été jugé que le refus d'obéir à une réquisition d'aller chercher la gendarmerie à l'effet de dissiper un rassemblement tumultueux (1) et que le refus par un citoyen de prêter à un agent de l'autorité publique, dans un cas de tumulte, un secours dont il est requis (2) sont passibles des peines de l'art. 475 C. pén.

3^o Naufrage.

On désigne ainsi tout accident de mer qui entraîne la perte totale d'un navire, soit qu'il coule au fond, soit que sa position sur la côte ou sur un récif rende son renflouement impossible.

Il faut distinguer, pour ce qui nous intéresse, les naufrages en pleine mer et les naufrages près des côtes.

Voyons d'abord les règles qui concernent ces derniers.

Avant l'ordonnance sur la marine de 1681, il existait un droit barbare, appelé « droit de naufrage », en vertu duquel on s'emparait des effets de ceux qui faisaient naufrage. Loin de porter secours aux malheureux qui venaient s'échouer sur une côte, on était donc poussé à les laisser périr pour prendre tout ce qui leur appartenait.

(1) Cass., 20 mars 1851. Chabas. D., 51, 5, 479.

(2) Cass., 8 avril 1854. Mercier. D., 54, 1, 212.

L'ordonnance de 1681 abolit définitivement cet usage. Un certain nombre de ses dispositions assurèrent protection et sauvegarde aux vaisseaux, aux équipages et aux chargements qui seraient venus se mettre à la côte.

L'ordonnance de 1681 a été complétée par une ordonnance du 10 janvier 1770, un décret des 9-13 août 1791, relatif à la police de la navigation et des ports de commerce et des arrêtés du 27 thermidor an VII et du 17 floreal an IX. Ces divers textes constituent encore à l'heure actuelle le droit commun en matière de sauvetage quand il y a naufrage près des côtes.

Le décret de 1791 ordonne aux juges de paix du canton, au maire ou au premier officier municipal du lieu et au syndic des gens de mer de se rendre au premier avertissement de quelque échouement, bris ou naufrage pour procurer les soins nécessaires (1) et il désigne ceux qui pourront donner les ordres pour organiser les secours : ce sera le juge de paix dès qu'il sera présent ; à son défaut, l'officier municipal et s'ils sont absents l'un et l'autre, le syndic des gens de mer (2).

L'arrêté de l'an VII fait un devoir à tout individu qui sera témoin du naufrage ou de l'échouement d'un bâtiment sur les côtes d'en informer sur-le-champ le commissaire du directoire ou l'agent municipal le plus voisin des lieux ; au cas où un individu aurait négligé ou refusé de remplir ce devoir, il serait, en cas de pillage des objets naufragés, examiné par l'officier de police judiciaire compétent, afin de s'assurer qu'il n'est pas complice du délit (3).

Le juge de paix, l'officier municipal, le syndic des gens de mer, ainsi que l'administrateur de la marine, étant

(1) D., 1791, art. 3.

(2) D., 1791, art. 4.

(3) Arrêté an VII, art. 1.

rendus sur les lieux, celui d'entre eux qui est chargé, par l'art. 4 du décret de 1791, de donner des ordres, formera, s'il le juge nécessaire, une garde composée des citoyens présents (1).

Enfin, dans son article 2, l'arrêté de floréal an IX dit que « si un navire fait naufrage, à quelque distance que ce soit du port dont il dépend, c'est à l'officier d'administration de ce port que doivent être adressés les premiers avis; et jusqu'à son arrivée les syndics des gens de mer donneront les premiers ordres, et requerront, en cas de besoin, l'assistance des autorités locales, soit pour pourvoir au sauvetage, soit pour empêcher le pillage ».

On peut donc requérir des services personnels, et réquisitionner les objets qui sont nécessaires au sauvetage, tels que bateaux, cordes, etc..., et le refus d'obtempérer à ces réquisitions serait passible de la peine portée à l'art. 475 C. pén.

Mais ces règles ne s'appliquent qu'aux naufrages qui ont lieu près des côtes. Il n'y a pas de réquisition possible pour les naufrages en pleine mer et, sauf le cas d'abordage, le refus de prêter secours n'entraîne aucune sanction.

Après un abordage, le capitaine, maître ou patron de chacun des navires abordés est tenu, autant qu'il peut le faire sans danger pour son navire, son équipage et ses passagers, d'employer tous les moyens dont il dispose pour sauver l'autre bâtiment, son équipage et ses passagers du danger créé par l'abordage. Hors le cas de force majeure, il ne doit pas s'éloigner du lieu du sinistre avant de s'être assuré qu'une plus longue assistance leur est inutile, et, si ce bâtiment a sombré, avant d'avoir fait tous ses efforts pour recueillir les naufragés.

(1) Arrêté an VII, art. 3.

Si le capitaine, maître ou patron, enfreignait ces prescriptions, il serait passible d'une amende qui varie de 200 à 3.000 francs et pourrait être condamné à un emprisonnement d'un mois à un an ; même, si plusieurs personnes ont péri dans le naufrage, l'emprisonnement peut être porté à 2 ans ; enfin on lui retirerait, temporairement ou définitivement, la faculté de commander (1).

En dehors de ce cas nous ne trouvons pas matière à appliquer le § 12 de l'art. 475 C. pén. D'ailleurs, qui pourrait, sur le bateau naufragé ou sur le navire qui serait en état de fournir un secours, faire la réquisition ?

Nous n'avons pas ici, comme sur la terre ferme, des autorités chargées de prendre les mesures nécessaires pour remédier aux calamités publiques ou autres accidents.

Pourtant il faut reconnaître que le silence de la loi est blâmable. La loi belge, qui ne contient, elle non plus, aucune règle à ce sujet, a été critiquée par M. Sainctelette au Congrès commercial international d'Anvers, en 1885 (2).

« Sans doute, dit-il, on ne décrète pas la vertu, mais
« pour laisser aux héros tout l'éclat de leurs belles actions,
« le législateur peut-il négliger le seul moyen qui, dans
« les circonstances données, s'offre à lui d'en réduire le
« nombre des victimes ? En terre ferme, où il dispose de
« la police et de l'armée, il juge nécessaire de ménager à
« ces forces publiques un renfort à tirer au besoin des
« forces privées. »

Le Congrès d'Anvers émit un vœu : « Le capitaine qui
« rencontre un navire en détresse, même étranger ou
« ennemi, doit venir à son aide et lui prêter toute l'assis-

(1) L., 10 mars 1891, *Sur les accidents et collisions en mer*, art. 4.

(2) Cité par M. VEYRIÈRES, *Du refus de Secours*, pp. 67, 68.

« tance possible, sous des pénalités à déterminer d'après la loi de son pays. »

On ne fit aucun cas de ce vœu et, au Congrès international de droit maritime réuni à Paris en 1900, il fut prétendu qu'il n'y avait lieu de rendre le secours obligatoire que s'il y avait abordage.

Nous ferons remarquer deux choses : d'abord qu'on exige le secours dans un cas où les deux navires peuvent être abimés par l'abordage, donc où le fait de porter secours peut présenter plus de danger, au lieu que dans un naufrage il n'y a qu'un navire qui soit abimé et les autres qui passent à sa portée peuvent avoir tous leurs moyens d'action ; ensuite qu'il est à craindre qu'aussi bien lors d'un abordage qu'à propos d'un naufrage l'attitude du navire sain et sauf soit celle de ce paquebot fantôme, représenté par un de nos caricaturistes coupant de plus petits bateaux et qui continue sa route sans se préoccuper de sauver les naufragés parce que — comme le porte la légende — « time is money ».

Notons toutefois qu'à l'inverse de la législation civile le code de justice militaire de l'armée de mer édicte une obligation particulière de secours qui entraîne une peine sévère au cas où les officiers ne la rempliraient pas. Il y a destitution de tout commandant d'un navire de l'Etat qui aurait refusé des secours à un ou plusieurs bâtiments amis ou ennemis, implorant son assistance dans la détresse.

4^e Inondation.

On entend par inondation le débordement des eaux qui couvre une étendue de pays.

Aucun obstacle vraiment efficace ne peut être opposé aux inondations. Il semble qu'il faille surtout faire des tra-

vaux préventifs et ceux-ci présentent des inconvénients. C'est donc une de ces calamités où il y aura lieu, quand elle se présentera, de recourir aux services personnels et de réquisitionner les objets nécessaires aux secours.

Si nous n'avons pas trouvé d'arrêts de la Cour de cassation visant cette application du § 12, nous pouvons du moins citer un décret impérial, du 15 mai 1813, relatif à la conservation des chaussées du Rhône, et qui établit des règles et des pénalités particulières en cas d'inondations produites par ce fleuve.

Les divers articles de ce décret prévoient en détail tout ce que l'on pourra requérir lorsqu'une crue du Rhône menacera les chaussées d'une rupture ou d'un débordement.

Il est dit dans l'art. 37 que « tous les habitants d'Arles, « Tarascon et Ste-Marie, depuis 16 ans jusqu'à 60, seront « tenus de se rendre à la réquisition des maires sur les « points des chaussées qui leur seront indiqués, pour y « travailler tout le temps qui sera jugé nécessaire, sous la « direction des syndics ou des surveillants de l'arrondissement ».

En outre les maires requerront les voitures et bateaux nécessaires pour les transports de matériaux, secours, hommes et bestiaux (1).

Des pénalités, plus fortes que celles de l'article 475 C. pén. sont édictées non seulement si on refuse d'obtempérer à la réquisition, mais encore si on tarde le moins du monde à fournir les objets requis.

Pour le refus d'obéir à la réquisition du maire faite par voie d'avertissement public ou au son du tocsin, l'article 38 prévoit « une amende égale à 3 journées de travail et « 3 jours de prison en sus de l'amende ». La même peine

(1) D., art. 41.

sera encourue par le surveillant, le bayle ou le sous-bayle qui abandonnera son poste (1).

Et dans l'article 42 nous voyons que « chaque heure de retard, pour fournir un bateau ou une voiture, donnera lieu à une amende de 6 francs par voiture et de 12 fr. « par bateau ».

L'administration procède aux travaux de curage dans les fleuves et les rivières ; il a été jugé qu'elle ne pouvait pas exiger, même si le curage était devenu d'une nécessité urgente, l'aide et l'assistance des riverains pour cette opération ; en effet il n'y a pas ici calamité publique dans le sens du § 12, art. 475 C. pén. (2).

5^o Incendie.

C'est un feu qui se développe sur une étendue plus ou moins considérable.

C'est certainement le cas où le § 12 de l'art. 475 C. pén. s'applique le plus fréquemment, car, s'il existe dans les grandes villes des corps de pompiers toujours prêts et un matériel de secours perfectionné, dans bien des villes de moindre importance et dans toutes les campagnes, ce sera au concours des citoyens qu'il faudra faire appel. Il importait donc, si les individus ne savaient pas faire d'eux-mêmes leur devoir, que les autorités municipales fussent armées contre la mauvaise volonté.

Lorsqu'un incendie éclate, le maire, qu'il y ait ou non un corps de pompiers, peut requérir assistance et secours de tous les citoyens de la commune.

(1) D., art. 43.

(2) PLOQUE, *Des cours d'eau navigables et flottables*, 3^e partie, n^o 410, p. 4.

Le plus souvent il s'agira de faire la chaîne (1), d'aider au service des pompes, de fournir des chevaux et des voitures (2) pour conduire des pompes sur le lieu du sinistre, de prêter des tonneaux (3), des seaux, de laisser puiser de l'eau dans les puits, bassins et réservoirs particuliers.

Il faut signaler aussi une série de mesures préventives que peuvent prendre les maires en vue d'éviter les incendies ou de disposer de secours efficaces. Pour prévenir le manque d'eau, les maires ont le droit d'ordonner que tous les habitants tiennent leurs puits en bon état avec les cordes et seaux nécessaires ; ils peuvent prescrire que le réservoir de la fontaine publique sera toujours rempli, pour cela, interdire d'y puiser de l'eau après l'heure indiquée ; enfin dire d'avance que les porteurs d'eau devront se transporter, sans qu'il soit besoin d'une réquisition spéciale, sur les lieux avec leurs tonneaux pleins.

Il faut noter que la peine édictée par l'art. 475 C. pén. est appliquée aux usagers des bois et forêts qui, en cas d'incendie, refuseraient de porter des secours dans les bois soumis à leur droit d'usage.

Voici en effet ce que dit l'article 149 du Code Forestier :

« Tous usagers qui, en cas d'incendie, refuseront de porter des secours dans les bois soumis à leur droit d'usage
« seront traduits en police correctionnelle, privés de ce
« droit pendant un an au moins et cinq ans au plus, et
« condamnés en outre aux peines portées en l'article 475
« C. pén. »

Nous avons déjà indiqué quelques mesures préventives que peuvent prendre les maires contre l'incendie. Il a été

(1) Cass., 8 octobre 1842. Moine. D., 42, 1, 419 ; 4 novembre 1859. Oudinet. *Bull. Cass. Crim.*, 1859, t. LXIV, n° 239, p. 393. — Cass., 31 juillet 1856. Biard. *Bull. Cass. Crim.*, 1856, t. LXI, n° 272, p. 441.

(2) Cass., 3 juin 1848. Katterlé. D., 48, 1, 153. S., 48, 1, 463.

(3) Cass., 11 juillet 1867. Clerteau. S., 68, 1, 96.

jugé qu'ils pouvaient encore être autorisés par un arrêté préfectoral à former des patrouilles pour prévenir les incendies et autres atteintes à la propriété et que l'individu qui, désigné par le maire pour faire partie de cette patrouille, refuserait, serait passible de la peine de l'art. 475 C. pén. (1). Ici nous trouvons que la Cour a mal jugé parce qu'il s'agit d'une mesure qui a un caractère de durée et que la réquisition n'a pas pour objet de parer à un danger pressant, donc qu'il manque le caractère d'urgence, élément essentiel; d'ailleurs, nous avons cité un autre arrêt de la Cour où elle a jugé d'une manière opposée et, à notre avis, plus sainement dans un cas analogue (2).

Il n'y a pas contravention dans le fait d'habitants qui n'ont pas obtempéré à l'injonction à eux adressée, à l'occasion d'un incendie, de fournir chacun un homme de garde pour surveiller le lieu du sinistre. En effet, nous verrons que la réquisition ne peut avoir pour objet qu'un secours à prêter ou un service à faire personnellement (1).

6° Autres calamités.

Ce sont les termes que nous avons déjà critiqués parce qu'ils nous semblent trop vagues pour un texte pénal. En effet, bien que nous sachions les caractères généraux que doivent présenter les cas où le § 12 de l'art. 475 Code pén. s'applique, nous croyons que, dans la plupart des cas, on pourra discuter sur ce qu'il faut entendre par « calamités ».

Prenons un cas qui a été jugé par la Cour de cassation.

(1) Cass., 3 avril 1830. Bar. D., 30, 1, 494. Dans l'espèce, Bar avait proposé de se faire remplacer par la suite pour le service pour lequel il avait été requis. Ce n'est pas une excuse admissible.

(2) Voir plus haut, l'arrêt Mallo. Cass., 9 mai 1834.

(3) Cass., 17 février 1865. Augustin et Fautsch. D., 65, 1, 320.

La loi du 24 août 1790, en vigueur lorsque l'arrêt que nous allons étudier (1) a été rendu, chargeait l'autorité municipale de veiller à la sûreté et à la commodité de la voie publique (2).

L'autorité municipale ne peut cependant pas, même dans une pensée d'intérêt général, excéder ces limites, et ses arrêtés ne sont obligatoires qu'autant qu'ils s'y renferment.

Dans l'espèce, il s'agissait d'un arrêté fait pour obliger les habitants à enlever les neiges et l'un des attendus dit : « Le mode d'enlèvement des neiges, tel qu'il est indiqué « dans l'arrêté, aurait pour résultat de soumettre les ci- « toyens à des charges inégales, et même à des taxes en « cas d'inexécution, mesures qui excèdent les pouvoirs de « l'autorité administrative ». Mais auparavant la Cour de cassation avait reconnu que « l'autorité municipale peut « légalement prescrire aux habitants le balayage et la « mise en tas de la neige pour en faciliter l'enlèvement ; « dans les circonstances ordinaires, elle n'a pas le droit « d'obliger les habitants à fournir des chevaux et des voi- « tures pour cette opération, ni d'autoriser le commissaire « de police à adresser, à ce sujet, des réquisitions aux « propriétaires d'attelage ».

« Dans les circonstances ordinaires. » En effet, la Cour ajoutait que l'autorité municipale pouvait faire des réquisitions s'il était établi que la chute de neige avait un caractère de calamité publique en ce qu'elle aurait eu lieu inopinément et en telle quantité que les communications en auraient été interrompues ; dans un tel cas, dans « cette circonstance extraordinaire », il y aurait lieu d'appliquer le § 12 de l'art. 475 C. pén.

(1) Cass., 15 décembre 1855. Lehmann et consorts. D., 56, 1, 459.

(2) Aujourd'hui les règles sur ce point se trouvent dans la loi du 9 avril 1884, sur l'organisation municipale, art. 90, 97, 98.

Mais quel sera le critérium pour savoir si telle chute de neige est ou non une circonstance ordinaire ? où commence la calamité publique ? Sera-ce parce que la neige n'a pas fondu, sitôt tombée, comme cela s'est produit une fois à Paris, que l'on pourra faire des réquisitions ?

Il semble que ces incertitudes pourront se présenter dans bien d'autres cas.

Il en est un du moins qui ne présente, malheureusement, aucun doute : c'est la guerre. Jamais, comme il est remarqué dans un des arrêts de la Cour de cassation, le droit accordé aux agents de l'autorité de requérir le service des citoyens en cas de calamité ne peut être exercé dans des circonstances plus impérieuses que dans celles résultant de l'état de guerre et dans lesquelles il faut pourvoir sans retard aux besoins de la défense nationale.

Et vraiment dans ce cas on ne saurait trop flétrir l'attitude de ceux qui hésitent à rendre le service que l'on requiert d'eux et la petite amende de l'art. 475 paraît bien insuffisante pour l'énormité de ce que l'on peut alors appeler un crime.

Il se trouva pourtant, lors de la guerre franco-allemande, des individus qui refusèrent d'obtempérer aux réquisitions qu'on leur fit. C'est ainsi que des cordonniers, ayant refusé de travailler d'urgence à un lot de chaussures indispensables pour l'équipement d'une partie de l'armée française, furent condamnés en vertu du § 12 de l'art. 475 C. pén.(1). Il en fut de même pour des individus qui refusèrent de transporter des militaires blessés et des bagages d'un corps de troupes (2).

Aujourd'hui une loi plus sévère de 1877 régleme la question des réquisitions militaires.

(1) Cass., 24 novembre 1870. Leroy et autres. D., 71, 1, 791.

(2) Cass., 12 mai 1871. Moreau et autres. S., 72, 1, 48.

Les épidémies doivent être considérées comme des calamités publiques et par conséquent les autorités municipales, chargées de prendre les mesures utiles à la salubrité publique, peuvent faire les réquisitions nécessitées par ce fléau (1).

Ici se place l'étude d'une question discutée en théorie et pour laquelle la jurisprudence a toujours donné une solution identique : c'est la question de savoir si on peut requérir un concours intellectuel et moral (2).

Peut-on, en vertu du § 12 de l'art. 475 C. pén., demander aux individus quelque chose des capacités spéciales qu'ils ont acquises dans une science ou dans un art? MM. Chauveau et Faustin Hélie, et d'autres auteurs avec eux, répondent que non, et, dans une formule qu'ils supposent saisissante, ils prétendent que « la loi ne peut pas exercer de contrainte dans le domaine intellectuel ».

Voyons leur démonstration :

« Il ne s'agit, disent-ils, dans l'art. 475 § 12, que d'un concours matériel; les exemples cités par la loi le démontrent suffisamment : c'est pour éteindre un incendie, « sauver des naufragés, défendre des propriétés attaquées, « arrêter un coupable, protéger l'exécution d'un jugement. « Dans tous ces cas il y a urgence d'un secours immédiat, « il peut y avoir des impossibilités de se procurer sur-le-champ les secours organisés par l'administration, on « invoque l'aide et l'appui des particuliers, la loi leur fait

(1) L. 5 avril 1884, art. 97. « La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publiques. Elle comprend « notamment... 6° le soin de prévenir, par des dispositions convenables, « et celui de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les « accidents et les fléaux calamiteux, tels que les incendies, les inondations, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties... »

(2) Nous étudions cette question à propos des réquisitions faites à l'occasion des épidémies parce que les maires auront surtout à requérir les services des médecins et que c'est principalement au sujet du concours des médecins qu'on a discuté.

« un devoir de le prêter, elle punit leur refus comme une
 « faute. Mais il n'en est plus ainsi d'un concours intellec-
 « tuel et moral : supposons qu'un avocat, un médecin, un
 « expert soient requis de procéder à une vérification, à
 « une opération chirurgicale, à une expertise : leur refus
 « ne motiverait nullement l'application de l'article, car il
 « serait peut-être absurde et certainement ridicule de con-
 « traindre par une pénalité un jurisconsulte à examiner
 « un point de droit, un médecin à faire une autopsie, un
 « maître d'écriture à vérifier une pièce fausse. Quelle con-
 « fiance pourraient inspirer des experts contraints par la
 « force à faire une expertise ? Quel bénéfice la justice cri-
 « minelle retirerait-elle d'un pareil concours ? D'ailleurs
 « les opérations qui exigent un concours intellectuel ont
 « rarement (1) un caractère d'urgence tel qu'elles ne puis-
 « sent être ajournées... »

Et visant un des objets les plus fréquents dans les réqui-
 sitions faites aux médecins, ils continuent :

« Autre chose est l'arrestation du coupable, la défense
 « ou les services donnés à la victime, autre chose est la
 « constatation même du crime. Cette obligation n'est pas
 « d'une telle urgence que tous les citoyens doivent être
 « forcés d'y concourir ; il n'y a danger de mort pour per-
 « sonne ; l'humanité n'est pas compromise par un défaut
 « de constatation immédiate (2). L'esprit de l'art. 475 est
 « d'apporter une sanction à la loi sociale qui veut que les
 « citoyens se portent réciproquement secours dans les
 « périls qui les menacent ; et quand le crime est commis,

(1) Il suffirait qu'elles aient ce caractère d'urgence une seule fois pour que tout retard apporté dans le service à rendre en détruisse toute l'efficacité.

(2) Il est facile de prouver le contraire : ne peut-on pas dire que, si le médecin, ayant examiné le cadavre, déclare qu'il y a crime, on se mettra immédiatement à rechercher l'auteur du meurtre et que plus vite il sera arrêté, plus vite on aura fait disparaître un danger pour l'humanité ?

« quand il ne s'agit plus que d'en recueillir les traces, il
 « n'y a plus de péril, plus d'urgence (1) ; et c'est détourner
 « cet article de son sens légal que de l'appliquer au refus
 « d'obtempérer à des réquisitions qui n'ont pour objet que
 « cette constatation (2)... »

Dans le même sens, MM. Briand et Chaudé, auteurs d'un manuel de médecine légale, disent que « la loi ne peut
 « rien vouloir que d'efficace et de sérieux ; or, quand elle
 « demande le concours pour un sauvetage, l'aide pour
 « éteindre un incendie, le travail pour arrêter l'inondation,
 « elle ne demande qu'une force dont elle peut diriger et
 « surveiller l'accomplissement : mais ordonner à un méde-
 « cin de soigner et de guérir (3), placer sa volonté et son
 « intelligence sous la pression d'un mandat administratif,
 « ce n'est pas seulement porter atteinte à l'indépendance
 « morale de l'homme, c'est vouloir ce qu'on ne peut ordon-
 « ner ; ou alors il faudrait aller jusqu'à soumettre à un
 « droit de discussion et de contrôle la façon dont l'ordre
 « aura été exécuté (4). »

On disait encore, en s'appuyant sur une instruction du garde des sceaux à l'occasion du décret du 18 juin 1844, contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police et tarif général des frais, qu'il devait y avoir des **médecins désignés** à l'avance, donc qu'on ne pouvait faire des réquisitions fondées sur l'urgence (5).

(1) On s'étonne de voir des auteurs aussi autorisés que MM. CHAUVÉAU et FAUSTIN-HÉLIE affirmer de pareilles choses.

(2) CHAUVÉAU et FAUSTIN-HÉLIE, *Théorie du Code pénal*, t. VI, pp. 433 à 436.

(3) « Guérir » est absurde ; au contraire, il n'y a rien d'impossible à exiger d'un médecin qu'il donne ses soins à un malade.

(4) BRIAND et CHAUDÉ, *Man. Médecine légale*, t. I, pp. 21 et suiv.

(5) L'instruction visait l'art. 16 du décret (les honoraires et vacations des médecins, chirurgiens, sages-femmes, experts et interprètes, à raison des opérations qu'ils feront, sur la réquisition de nos officiers de justice

Indiquons encore une raison pratique que l'on donnait : tous les médecins n'ayant pas fait d'études approfondies de médecine légale, ceux qui refusaient de remplir une mission qu'ils croyaient au-dessus de leur force, loin de mériter un blâme, étaient dignes des plus grands éloges, puisqu'il y avait là de leur part une marque de probité.

Enfin, prenant le texte de l'art. 13 de la loi du 3 mars 1822 sur la police sanitaire qui dit :

« Sera puni d'emprisonnement de 15 jours à 3 mois et
« d'une amende de 50 à 500 francs tout individu qui,
« n'étant dans aucun des cas prévus par les articles pré-
« cédents, aurait refusé d'obéir à des réquisitions d'ur-
« gence pour un service sanitaire, ou qui, ayant connais-
« sance d'un symptôme de maladie pestilentielle, aurait
« négligé d'en informer qui de droit ;

« Si le prévenu de l'un ou l'autre de ces délits est méde-
« cin, il sera, en outre, puni d'une interdiction de un à
« cinq ans », voici ce que quelques-uns prétendaient y trou-
ver : dans le paragraphe premier on a les mêmes dis-
positions — aggravées — que dans le § 12 de l'art. 473
C. pén. ; mais on ne peut pas prétendre que le deuxième
paragraphe de l'art. 13 tranche la question dans le sens
de l'affirmative, parce qu'il indique en termes exprès le
médecin comme étant au nombre de ceux à qui la réqui-
sition peut être adressée, ni qu'il faille conclure de ce
qu'une pénalité spéciale est édictée contre lui que c'est
en sa qualité de médecin et pour donner le concours de

et de police judiciaire, dans les cas prévus par les art. 43, 44, 148, 332 et 333 C. Instr. crim., seront réglés ainsi qu'il suit...) et disait : « Pour
« prévenir tout refus ou mauvais prétexte de la part des personnes qui
« seront ainsi appelées par un simple avertissement, chaque cour, chaque
« tribunal peut faire choix à l'avance... d'hommes expérimentés dans
« telle ou telle partie et se les attacher, de manière qu'on soit plus
« assuré de les trouver au besoin ou qu'ils puissent se suppléer récipro-
« quement. »

son art qu'on lui adresse une réquisition. Pas plus que dans l'art. 475 C. pén., la loi n'a voulu placer l'assistance intellectuelle sous le coup du droit de réquisition ; ce qu'a voulu l'art. 13, c'est appeler le médecin tout comme un autre à ce concours matériel qui est seul dans le domaine du droit de réquisition.

Que peut-on répondre à tous ces arguments ?

A MM. Chauveau et Faustin-Hélie, qui disent que les exemples cités par la loi démontrent suffisamment qu'elle n'a en vue qu'un concours matériel, nous objecterons qu'il n'est en aucune manière fait de distinction entre telle ou telle espèce de concours et que les termes du § 12 sont aussi généraux que possible.

. Quant à l'objection du peu de confiance que l'on devrait avoir dans une expertise, une autopsie, une consultation faites par contrainte, nous y trouvons seulement un soupçon blessant et injuste, car le fait de n'agir que parce qu'on y est contraint et forcé n'implique pas que l'on remplira mal l'acte accompli dans ces conditions. Enfin voici ce que dit à ce sujet le rapport de M. Poux-Franklin à propos de l'affaire des médecins de Rodez : « L'interprétation
« de Faustin-Hélie au sujet du concours intellectuel est
« trop restrictive et ne paraît pas conforme aux vues du
« législateur. Dans le cas où des circonstances urgentes
« permettent de requérir l'assistance des simples citoyens,
« ce n'est pas seulement leur concours physique qu'on
« est autorisé à exiger d'eux ; on a le droit de faire appel
« aux ressources de leur intelligence, et même aux con-
« naissances techniques qu'ils ont pu acquérir dans l'exer-
« cice de leur art ou de leur profession (1). »

MM. Briand et Chaudé disent que la loi ne peut vouloir

(1) Cass., 15 mars 1890, Albespy, Bonnefous, etc. *Pand. franç.*, 90, 1, 443.

rien que d'efficace et de sérieux, que des choses dont elle peut surveiller l'exécution, diriger l'accomplissement; ils craignent, eux aussi, la mauvaise exécution des services intellectuels. Mais d'abord ne doit-on pas craindre aussi la mauvaise exécution des services matériels? Ensuite ne faut-il pas supposer qu'étant donné le caractère plus grave du service intellectuel, celui qui doit le rendre fera plus attention, y apportera plus de soin que s'il s'agissait d'un service matériel? Nous croyons que si, et qu'un médecin, un expert, un jurisconsulte, ainsi obligés d'agir, feront leur devoir aussi bien que s'ils agissaient de plein gré.

A ceux qui prétendent qu'il doit y avoir des médecins désignés à l'avance, nous répondrons que les deux médecins des épidémies qu'exige la circulaire du ministre de l'Intérieur du 30 septembre 1813 ne suffiront pas dans un cas de crise, de fléau, et que l'autorité doit pouvoir faire appel aux efforts réunis de tous les médecins.

Contre l'incompétence en matière de médecine légale, on a fait remarquer que les médecins sont astreints à passer des examens de médecine légale; que d'ailleurs on ne leur demande qu'un court certificat indiquant si les blessures de la victime leur paraissent suspectes, ou bien encore, s'il s'agit par exemple d'un empoisonnement, d'indiquer si les symptômes éprouvés par le malade sont ou non ceux d'une maladie connue. Tous renseignements qu'un médecin doit pouvoir donner (1).

Quant à l'interprétation que nous avons montré qu'on donnait de l'art. 13 de la loi du 3 mars 1822, elle nous semble complètement erronée. Comment admettre, en effet, qu'on ne demande aux médecins, dans une épidémie, que les secours que peut fournir le premier individu venu, qu'on se prive ainsi du concours le plus intéressant? Ce

(1) P. VEYRIÈRES, *op. cit.*, p. 105.

serait vraiment ridicule et certainement contraire à l'intention du législateur. Le maire, nous l'avons vu, a le droit de faire toutes les réquisitions nécessaires pour assurer la salubrité publique (1) — et d'autre part, MM. Chauveau et Faustin-Hélie reconnaissent que « l'esprit de « l'art. 475 est d'apporter une sanction à la loi sociale qui « veut que tous les citoyens se portent réciproquement « secours dans les périls qui les menacent ». Donc, que tous les citoyens prêtent le concours de leurs forces, de quelque nature qu'elles soient, intellectuelles ou physiques.

Et nous ferons remarquer pour conclure que ce serait diminuer l'efficacité du principe reconnu par l'art. 475 que de restreindre son application aux services matériels; en effet, si le concours matériel est très important, quelque chose peut l'être encore davantage, c'est le concours intellectuel, la direction des secours par une personne compétente; ne peut-on pas supposer qu'un maire, ignorant des mesures à prendre lors d'une inondation et se rendant compte de son incapacité, priera une personne, qu'il sait capable de donner des ordres utiles, de prendre la direction des secours et au cas où cette personne ne céderait pas à cette invitation, ne pourrait-il pas alors lui adresser une réquisition entraînant, en cas de refus, une condamnation pénale? Certainement si : dans une inondation, dans un incendie, l'homme de l'art, ingénieur ou architecte, doit ses soins pour la direction des travaux, aussi bien que l'individu pour leur exécution.

Mais pour ne nous occuper que des médecins, pourquoi

(1) L. 3 mars 1822, art. 13, déjà cité.

D., 24 décembre 1850, art. 33, qui permet aux autorités sanitaires de requérir tous les citoyens et même d'enlever à leurs fonctions, dans les dangers imminents, ceux qui sont attachés à un service public.

L. 5 avril 1884, art. 97-6°, déjà cité.

seraient-ils affranchis du devoir de consacrer leur talent au salut public? il nous semble bien que le fait de donner ses soins constitue un secours matériel, seulement à cause des études spéciales, ce secours a un caractère plus utile que celui que pourrait donner un individu quelconque; puisqu'il y a secours matériel, le refus d'obtempérer à la réquisition tombe sous le coup de l'art. 475 C. pén.

D'ailleurs la Cour de cassation n'a jamais hésité à déclarer l'art. 475 applicable au médecin et aussi à tout autre concours intellectuel (1).

Seulement ce concours du médecin peut être requis dans deux sortes de circonstances : en cas de flagrant délit — nous étudierons cela plus loin — en cas de calamité publique, c'est le point qui nous occupe en ce moment.

Il a été jugé que, dans une épidémie, le maire agissant pour arrêter dans son progrès le fléau calamiteux répandu dans la commune confiée à son administration exerçait l'un des pouvoirs attribués par la loi de 1790 à l'autorité municipale en requérant les secours d'un médecin (2).

Une dernière question se pose : en cas de refus opposé par le médecin, quelle va être la sanction? Sera-ce l'amende de l'art. 475 C. pén.? M. Veyrières, et nous nous rangeons à son avis, dit que non ; cet article n'est applicable que lorsqu'il s'agit d'un service accidentel et non d'un service permanent; donc c'est seulement le principe du droit de réquisition qui s'applique, et la sanction du refus est celle de l'art. 13 de la loi du 3 mars 1822 :

(1) Cass., 24 juillet 1884. Gouin. S., 87, 4, 95. — *Gaz. Palais*, 1884, 2, 467. « Attendu, dit l'arrêt, qu'il est incontestable que ceux qui, le pouvant, auront refusé de faire le service ou de prêter le secours dont ils auraient été requis dans les conditions déterminées par la loi, qu'il s'agisse d'œuvre de médecine légale ou de toute autre opération matérielle ou intellectuelle, contreviennent à la disposition du § 12 art. 475 C. pén... »

(2) Cass., 27 janvier 1858. Andreux. *Journal Palais*, 1858, p. 272.

emprisonnement de 15 jours à 3 mois, amende de 50 à 500 francs, interdiction d'un à cinq ans.

Nous rangerons encore parmi les autres calamités la présence d'animaux dangereux dans la commune, présence aggravée par la neige. Dans ce cas, l'art. 90 de la loi du 5 avril 1884 charge, dans son § 9, le maire « de faire, « pendant le temps de neige, à défaut des détenteurs du « droit de chasse, à ce dûment invités, détourner les « loups et sangliers remis sur le territoire ; de requérir, « à l'effet de les détruire, les habitants avec armes et « chiens propres à la chasse de ces animaux ».

Ici l'intérêt de la sécurité publique l'emporte sur les égards dus à la propriété ; le caractère absolument dangereux des animaux à détruire et la circonstance du temps de neige, qui ajoute encore au péril, autorisent le maire à procéder d'autorité ; il peut donc prendre toutes les mesures que réclame la défense commune ; la loi l'arme même, à l'égard des habitants dont le concours est nécessaire, du droit de réquisition qu'elle réserve pour combattre les calamités publiques (1).

Si c'est bien en vertu de l'art. 475 § 12 que l'on fait la réquisition, nous rencontrons du moins ici deux règles spéciales, dérogeant aux conditions que nous aurons à exposer plus loin. D'abord pour la forme de la réquisition ; nous verrons qu'une réquisition verbale suffit en général. Ici M. Lefournier dit que la réquisition doit être écrite (2), sauf le cas d'extrême urgence. Régulièrement, ajoute-t-il, il faut qu'elle soit individuelle ; cependant la jurisprudence admet une convocation collective des habitants, pourvu

(1) LEFOURNIER, *les Battues communales*. Rev. gén. d'administration, mai-août 1888-1889, t. II, pp. 45 à 66.

(2) F.-F. VILLEQUEZ, *op. cit.*, pp. 419, 420. « Il est bon, pour éviter toute « difficulté, que le maire les prévienne par écrit. »

que cette convocation soit accompagnée d'une réquisition dans les termes de l'art. 475 (1).

Autrement l'appel du maire ne serait qu'une simple invitation dépourvue de tout caractère obligatoire.

Ensuite pour la sanction dans le cas où l'on n'obtempère pas à la réquisition. M. Villequez dit que la peine de l'art. 475 n'est pas applicable ; que la sanction consiste alors dans une amende de 10 francs, prononcée contre ceux qui, dûment convoqués, et sans excuse légitime, ne se seraient pas rendus à la battue ou l'auraient abandonnée avant la fin. Cette sanction est établie par les arrêts du Conseil des 26 février 1697 et 14 janvier 1698, qui non seulement n'ont pas été abolis, mais sont rappelés formellement dans l'arrêté du 19 pluviôse an V qui règle aujourd'hui la matière (2). Il en a été ainsi jugé par la Cour de cassation (3).

7° Brigandages.

On entend par brigandages des vols commis à main armée et le plus souvent par des malfaiteurs réunis en troupe.

Ce sont des faits à peu près complètement inconnus

(1) Nous ne croyons pas qu'il soit exact de dire que la jurisprudence admet comme suffisante une convocation collective des habitants. V. Cass., 12 juin 1886. De Thy. D., 87, 1, 41, et le rapport de M. Sallantin qui dit : « Le fait d'annoncer des battues à son de caisse est-il une réquisition dans le sens légal de ce mot ? Une réquisition, pour être valable, ne doit-elle pas être individuelle ? Si les 80 chasseurs qui ont fait escorte au maire ne s'étaient pas rendus à son appel, auraient-ils pu être poursuivis pour avoir contrevenu à l'art. 475 ? Evidemment non. » Et dans l'arrêt, il est dit « que cette convocation (à son de caisse) n'avait pas le caractère d'une réquisition ».

(2) VILLEQUEZ, *op. cit.*, pp. 243-245.

(3) Cass., 13 brumaire an XI. Bourguignon. Merlin. *Répert. Chasse*, § 10.

aujourd'hui en France et nous n'avons pas trouvé d'arrêts sur ce point.

8^o Pillages.

On désigne par ce mot l'action de dépouiller les gens de leurs biens par la violence. Pour ce cas non plus il n'y a pas d'arrêts de la Cour de cassation.

Mais il faut remarquer qu'il résulte de la mention spéciale qui est faite du pillage et du brigandage qu'un tel acte peut dans tous les cas, qu'il y ait ou non flagrant délit, motiver une réquisition, tandis que, pour les autres faits criminels dont le § 42 ne parle pas nommément, il faudra, pour qu'une réquisition soit possible, qu'il y ait flagrant délit.

9^o Flagrant délit et clameur publique.

En réunissant le flagrant délit et la clameur publique, nous imitons l'article 41 du Code d'instruction criminelle.

La définition du flagrant délit nous est donnée par cet article :

« Le délit qui se commet ou qui vient de se commettre
« est un flagrant délit.

« Seront aussi réputés flagrant délit, le cas où le pré-
« venu est poursuivi par la clameur publique, et celui où
« le prévenu est trouvé saisi d'effets, armes, instruments
« ou papiers faisant présumer qu'il est auteur et complice,
« pourvu que ce soit dans un temps voisin du délit. »

La clameur publique est l'accusation directe qui repose sur le témoignage de personnes qui ont vu commettre le fait délictueux.

Il y a donc flagrant délit quand le crime se commet actuellement : on surprend le prévenu dans les actes

mêmes de l'exécution — quand le crime vient de se commettre : la loi ne s'étant pas expliquée sur la durée du flagrant délit, il semble qu'on ne peut pas l'étendre au delà de 24 heures (1); d'autre part, on ne doit pas comprendre dans le délai le temps nécessaire pour le transport de l'officier de police judiciaire sur les lieux — quand le prévenu est poursuivi par la clameur publique — quand on trouve le prévenu porteur d'objets qui font présumer qu'il est auteur ou complice du délit.

Dès qu'il y a eu réquisition dans un de ces cas, la peine de l'art. 475 C. pén. est applicable, s'il y a refus.

Nous avons déjà indiqué qu'alors on peut demander aux médecins de procéder à une constatation médico-légale; le concours de médecins pour éclairer la justice étant une nécessité sociale impérieuse, c'est avec raison que la jurisprudence décide que ce concours doit être pénalement obligatoire. Mais le refus de prêter ce concours ne constitue une contravention qu'autant qu'il a été opposé à une réquisition faite pour un flagrant délit. Les termes du § 12 n'attribuent de caractère coupable au refus d'obtempérer qu'à raison de l'urgence à laquelle ce refus a empêché de pouvoir parer et sa disposition à cet égard ne saurait être susceptible d'interprétation extensive.

D'ailleurs deux articles du Code d'instruction criminelle reconnaissent expressément le pouvoir des autorités judiciaires dans de tels cas : l'art. 43 dit : « Le procureur de la République se fera accompagner au besoin d'une ou de deux personnes présumées, par leur art ou profession, capables d'apprécier la nature et les circonstances du crime ou délit. »

(1) MASSABIAU et MESNARD, *Manuel Min. public*, t. II, n° 2197, p. 117, et la note. « En réalité l'existence du flagrant délit est moins une question d'heures qu'une question de circonstances. Il faut que les traces de l'acte criminel qui vient d'être commis soient encore évidentes. »

Et l'art. 44 : « S'il s'agit d'une mort violente ou d'une « mort dont la cause soit inconnue ou suspecte, le procureur de la République se fera assister d'un ou de deux « officiers de santé qui feront leur rapport sur les causes « de la mort et sur l'état du cadavre. »

En vertu de ces dispositions, il a été jugé que le refus d'un officier de santé d'obtempérer à une réquisition que lui adresse un maire de l'accompagner pour visiter un cadavre qu'on venait de trouver pendu est punissable des peines de l'art. 475 C. pén. (1). Cet article est encore applicable au médecin qui, régulièrement requis au nom du juge d'instruction, a refusé de se rendre dans un hôpital, de visiter un cadavre, de constater s'il existait des traces de violence, de procéder à l'autopsie et de faire toutes les constatations utiles à la découverte de la cause de la mort (2).

La Cour de cassation ayant jugé qu'aucune contravention n'est commise par le médecin qui, sur la réquisition qui lui en est faite par le juge de paix, au cours d'une information suivie par ce magistrat sur les causes et les résultats d'une rixe antérieure de quelques jours, refuse de constater dans un rapport les blessures faites dans cette rixe à diverses personnes qu'il a soignées sur leur demande(3); *a contrario* on peut dire que si la réquisition avait suivi immédiatement la rixe, le refus du médecin aurait été passible des peines de l'art. 475; ce cas a d'ailleurs fait l'objet d'un arrêt(4) : « Le refus d'un médecin ou « d'un officier de santé d'obtempérer à la réquisition qui « lui est faite, au cas de flagrant délit, pour constater la

(1) Cass., 6 août 1836. Ramonbordes. Cass., *Bull. crim.*, 1836, t. XLI, n° 267, p. 293.

(2) Cass., 18 décembre 1875. Gindre. D., 76, 1, 462.

(3) Cass., 24 juillet 1884. Gouin, déjà cité.

(4) Cass., 20 février 1857. Cayet. D., 57, 1, 133. — S., 57, 1, 392.

« nature et les circonstances d'une blessure, est passible
« des peines de l'art. 475 C. pén. »

Par une interprétation peut-être un peu large, la Cour de cassation a assimilé au crime flagrant le crime que l'on vient de découvrir et l'on peut alors agir comme au cas de flagrant délit pour tout ce qui concerne les mesures à prendre afin d'assurer la répression et notamment les réquisitions à adresser aux médecins.

Il en a été jugé ainsi à propos d'un médecin qui avait refusé d'obtempérer à la réquisition qui lui avait été faite de constater l'état d'un cadavre qui venait d'être trouvé sur le bord de la mer et d'en faire son rapport, donnant pour motif de son refus que le service réclamé de lui visait un cas d'accident individuel et privé, déjà accompli depuis longtemps. Comme la réquisition lui avait été adressée aussitôt après la découverte du cadavre, l'arrêt dit qu'il y avait flagrant délit (1).

De même dans l'affaire dite des médecins de Rodez : une réquisition est conforme aux prescriptions de l'art. 44 Code d'instr. crim. — donc faite en cas de flagrant délit — lorsqu'elle est adressée à un médecin à l'occasion d'un crime présumé et récent, et qu'elle est immédiatement consécutive de l'avis reçu par l'autorité judiciaire de la découverte d'un cadavre (2).

Aujourd'hui la peine encourue en cas de refus par le médecin qui ne prête pas son concours à la justice n'est plus l'amende de l'art. 475 C. pén. ; la sanction de ce refus se trouve dans l'art. 23 de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine.

Cet article dit que « tout docteur en médecine est tenu
« de déférer aux réquisitions de la justice, sous les peines

(1) Cass., 20 février 1857. Lannégrie. D., 57, 1, 433.

(2) Cass., 15 mars 1890. Albespy, Bonnefous, etc., déjà cité.

« portées à l'article précédent. » Cette peine est une amende 25 à 100 francs.

Le flagrant délit ne peut s'entendre du cas où un homme ivre, arrêté dans la rue par mesure de police, résiste à l'agent qui veut le conduire au poste ; la conduite d'un tel individu dans un lieu de sûreté par mesure de police n'est pas assimilable à une arrestation en cas de flagrant délit et le refus de prêter son concours à cette opération n'est pas obligatoire sous les peines prononcées par l'art. 475 C. pén. (1).

Enfin, dans la loi du 20 mai 1863 sur l'instruction des flagrants délits devant les tribunaux correctionnels, l'art. 3 dit que « les témoins peuvent être verbalement requis par « tout officier de police judiciaire ou agent de la force publique. Ils sont tenus de comparaître sous les peines « portées par l'art. 157 du Code d'instruction criminelle ». Ces peines sont l'amende sur le premier défaut et, en cas d'un second défaut, la contrainte par corps.

10° Exécution judiciaire.

Il s'agit de toutes les exécutions judiciaires, les civiles et les criminelles ; mais, pour ces dernières, l'application du § 12 est très restreinte ; en effet, c'est la loi du 22 germinal an IV, toujours en vigueur, qui régit la plupart d'entre elles et qui punit le refus d'y obtempérer.

Les magistrats des parquets, les juges de paix, les maires et autres officiers de police judiciaire, chacun dans leur localité, sont tenus de pourvoir sur les lieux, par des or-

(1) Cass., 22 mars 1862. *Soleilhac*. D., 62, 1, 445. Mais si l'individu en état d'ivresse commettait des actes de violence envers les personnes, alors il y aurait flagrant délit et le refus de prêter secours à un agent de police serait passible des peines de l'art. 475. Cass., 24 novembre 1865. *Lambrès et Mantel*. S., 66, 1, 184.

dres ou réquisitions, aux transports, fournitures et travaux de toute espèce nécessaires à l'exécution des arrêts criminels et au logement des exécuteurs et instruments de justice (1).

Voyons la loi du 22 germinal an IV, qui autorise la réquisition des ouvriers pour les travaux nécessaires à l'exécution des jugements.

Elle dit dans son article premier : « Les commissaires « du directoire exécutif près les tribunaux (2) requerront « les ouvriers, chacun à leur tour, de faire les travaux nécessaires pour l'exécution des jugements à la charge de « leur en faire compter le prix ordinaire. »

Et dans son article 2 : « Tout ouvrier qui refuserait de « déférer à la réquisition des dits commissaires sera condamné, la première fois, par voie de police simple, à un « emprisonnement de 3 jours ; et, en cas de récidive, il « sera condamné, par voie de police correctionnelle, à un « emprisonnement qui ne pourra être de moins d'une décade, ni excéder trente jours. »

Cette loi est toujours en vigueur. Ainsi en décide l'article 114 du décret du 18 juin 1811, sur l'administration de la justice et le tarif général des frais : « La loi du 22 « germinal an IV, relative à la réquisition des ouvriers « pour les travaux nécessaires à l'exécution des jugements, « continuera d'être exécutée. »

Il étend même le domaine de la loi : « Les dispositions « de la même loi seront observées dans le cas où il y aurait lieu de faire fournir un logement aux exécuteurs. »

Et la Cour de cassation, dans deux arrêts, en a jugé de même. Dans la première espèce, il s'agissait de menuisiers qui avaient été requis par le procureur du Roi d'avoir à

(1) MASSABIAU et MESNARD. *Man. Min. public*, t. II, n° 3518, p. 626.

(2) Ce sont aujourd'hui les procureurs généraux.

transporter et monter un petit échafaud sur une place où des condamnés à l'exposition publique devaient subir cette peine. Ces menuisiers refusèrent de déférer à la réquisition, prétendant que la loi de germinal an IV, invoquée par le magistrat, était non seulement tombée en désuétude et révoquée par les nouvelles lois, mais encore inapplicable dans ce cas actuel, puisqu'il y a un exécuteur salarié qui, par lui-même ou par des ouvriers qu'il doit se procurer comme il l'entendra, est tenu de dresser ledit échafaud. Condamnés par le tribunal de simple police, les menuisiers furent acquittés en appel. La Cour de cassation cassa le jugement d'appel disant que les dispositions de la loi de germinal an IV n'avaient pas cessé d'être en vigueur et qu'elles attribuaient au ministère public le droit, non seulement d'apprécier la nécessité des réquisitions qu'elles autorisent, mais encore de désigner, selon les circonstances et les localités, les ouvriers qu'il jugeait devoir être employés aux travaux préparatoires qu'exige une exécution; que tout ouvrier auquel une telle réquisition était faite ne pouvait refuser d'y obéir, sans encourir l'application de ladite loi (1).

Dans l'autre espèce, il s'agissait de charpentiers qui avaient refusé leur concours pour l'érection de l'échafaud à construire en vue de l'exécution d'une condamnation à la peine capitale. Du moment qu'ils avaient été régulièrement requis au nom de l'autorité compétente, leur refus constituait une contravention passible des peines de la loi de l'an IV (2).

Le § 12 de l'art. 475 C. pén. ne s'applique donc que si des circonstances accidentelles et imprévues rendaient

(1) Cass., 13 mars 1835. Segond et consorts. D., 35, 1, 199.

(2) Cass., 28 janvier 1870. Leclercq et Cotel. D., 70, 21, 348.

tout à coup nécessaires l'assistance et le concours des citoyens; ces cas sont évidemment fort rares.

Enfin il a été jugé qu'une concierge, à laquelle s'adresse un commissaire de police, porteur d'un mandat de justice tendant à la constatation d'un flagrant délit d'adultère, et qui connaît cette qualité, contrevient à l'art. 475 en ne donnant pas à ce commissaire les indications nécessaires pour arriver au logement des inculpés, en le trompant, en l'égarant dans ses recherches et en cherchant, par un bruit excessif et volontaire, à éveiller l'attention des inculpés et à favoriser leur fuite (1).

Appendice.

Nous réunissons ici quatre arrêts dont les trois premiers ne rentraient pas dans le domaine du § 12 art. 475 C. pén. et dont le quatrième présente un intérêt tout particulier.

Il n'y a pas contravention quand un citoyen, requis, au cours d'une élection d'un membre du conseil général, par le président du bureau électoral dans une commune, de siéger comme assesseur au bureau, refuse d'obtempérer à cette réquisition (2).

L'art. 475 C. pén. est manifestement inapplicable aux refus de services des fonctionnaires hiérarchisés ou électifs dans la sphère de leurs attributions légales (3).

Le refus d'un aubergiste de recevoir dans son établissement un voyageur qui demande à loger et est en mesure de payer sa dépense ne constitue pas l'infraction réprimée par l'art. 475 § 12, lequel ne prévoit que le refus opposé

(1) Tribunal simple police Paris. Vve Dumont. *Gaz. Palais*, 1892, 1, 226.

(2) Cass., 7 mai 1887. Lesmel. S., 88, 1, 92.

(3) Cass., 22 novembre 1893. Larpin, etc. *Pand. franç.*, 96, 1, 435.

aux réquisitions de services ou de secours émanées de l'autorité (1).

Enfin un dernier arrêt présente un intérêt tout particulier à cause de la raison donnée par la Cour de cassation pour appliquer le § 12 de l'art. 475 C. pén.

Quels étaient les faits ?

Le 26 mars 1905, un escadron de cavalerie, accompagné d'un peloton de gendarmes, devait, à la première heure du jour, occuper les abords d'une usine dont les ouvriers étaient en grève.

Arrivant à un passage à niveau, il allait le franchir quand le garde-barrière se précipita pour fermer la barrière et refusa, malgré les réquisitions du capitaine de gendarmerie, de laisser passer les soldats. Le garde-barrière, n'ayant aucune excuse valable pour agir de la sorte, fut condamné parce que le capitaine de gendarmerie, en requérant de lui qu'il ouvre la barrière, agissait dans un intérêt d'ordre public.

Ici, revenons à l'arrêt : « Attendu que l'escadron de cavalerie... devait assurer, dans un intérêt d'ordre public, la « liberté du travail et le respect des lois... (2). »

La Cour de cassation a donc estimé que la liberté du travail, que le droit au travail pour les ouvriers qui ne voulaient pas faire grève avait le caractère d'un intérêt d'ordre public, intérêt au service duquel on pouvait mettre le droit de réquisition. Cela nous a paru digne d'être signalé.

(1) Cass., 7 janvier 1859. Femme Gayte. D., 59, 1, 46.

(2) Cass., 11 août 1905. Vidal, D., 1907, 1, 309.

b) RÉQUISITION RÉGULIÈRE

Deux points sont à examiner : la forme et l'objet.

Y a-t-il des formes légales à observer ? Aucune forme spéciale n'est exigée, il n'est pas besoin d'une réquisition écrite, une réquisition verbale suffit (1) ; la loi aurait manqué le but qu'elle poursuivait — à savoir que le secours ou le service soit rendu immédiatement parce qu'il y a urgence — si elle avait subordonné à certaines formes, que les circonstances auraient pu empêcher de lui donner, la valeur de la réquisition. Une réquisition écrite entraînerait une perte de temps qui pourrait rendre illusoire le secours ou le travail réclamé par l'autorité.

Pourtant s'il suffit d'une réquisition verbale, il faut que la formule contienne l'indication de l'objet de la réquisition et qu'il y soit fait mention du titre et de la qualité de la personne qui requiert, si elle n'est pas connue de l'individu à qui la réquisition est faite.

Il faut aussi que la réquisition, constituant une mise en demeure, soit conçue en termes suffisamment impératifs pour que le citoyen à qui elle s'adresse comprenne que le requérant entend, non pas exprimer un désir, mais user d'un véritable droit fortifié d'une sanction pénale (2).

Il a été jugé qu'une réquisition écrite peut, au cas où la personne désignée par la réquisition n'est pas en mesure de rendre le service requis, servir pour n'importe quelle autre personne « si la personne à laquelle la demande est « nominativement adressée ne peut pas y satisfaire, la réquisition devient, malgré la désignation spéciale qu'elle

(1) Cass., 20 mars 1851. Chabas. D., 51, 5, 479.

(2) Cass., 5 juillet 1895. Corté. D., 1900, 1, 441.

« renferme, obligatoire pour ceux à qui elle est remise et
« qui pourront fournir le secours (1). »

Qui peut faire une réquisition ? D'abord ceux qui ont habituellement cette faculté : dans l'ordre administratif, le préfet, le maire, le commissaire de police ; dans l'ordre judiciaire, le procureur général, le procureur de la République, les officiers de police, leurs auxiliaires. Ensuite d'autres personnes qui tirent leur pouvoir de réquisition des circonstances, parce qu'ils ont un rôle à jouer dans l'organisation des secours et que, dans tels cas urgents, ce serait rendre inefficace la réquisition que d'exiger toujours qu'on aille d'abord s'adresser à l'un des magistrats énumérés plus haut. C'est ainsi que les gendarmes (2), les pompiers en cas d'incendie (3), l'appariteur d'une commune (4), le

(1) Cass., 3 juin 1848. Katterlé, déjà cité.

(2) D., 20 mai 1903 portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie. Art. 156. « Dans les cas de danger grave et imminent, « comme inondation, rupture de digues, incendie, avalanche, éboulement « de terres ou de rochers, accidents naturels, ils se rendent sur les lieux « au premier avis ou signal qui leur est donné... S'il ne s'y trouve aucun « officier de police ou autre autorité civile, les officiers, et même les com- « mandants de brigade, ordonnent et font exécuter toutes les mesures « d'urgence ; ils font tous leurs efforts pour sauver les individus en dan- « ger ; ils peuvent requérir le service personnel des habitants qui sont « tenus d'obtempérer sur-le-champ à leur sommation, et même de « fournir les chevaux, voitures et tous autres objets nécessaires pour « secourir les personnes et les propriétés ; les procès-verbaux font men- « tion des refus ou retards qu'ils éprouvent à cet égard... » — Art. 310. « Si la gendarmerie est attaquée dans l'exercice de ses fonctions, elle « requiert, de par la loi, l'assistance des citoyens présents à l'effet de lui « prêter main-forte, tant pour repousser les attaques dirigées contre elle « que pour assurer l'exécution des réquisitions et ordres dont elle est « chargée. »

(3) Cass., 8 octobre 1842. Moine, déjà cité — 11 juillet 1867. Clerteau, déjà cité.

(4) Cass., 24 novembre 1865. Lambres et Mantel. S., 66, 1, 484. « Attendu « que Lambres et Mantel, traduits devant le tribunal de simple police ont « été acquittés parce que l'agent n'avait pas rempli la formalité de l'art. « 46, C. d'instr. crim. ; attendu que l'art. 475 § 12 prévoit non seulement « le cas de tumulte, mais encore celui de flagrant délit, c'est-à-dire le cas « où il importe que les citoyens présents à un délit qui se commet ou « qui vient de se commettre, prêtent sur-le-champ le secours dont ils sont « requis ; attendu que, si, en pareilles circonstances, on exigeait que

garde champêtre ou tout agent de la force publique peuvent faire des réquisitions pour organiser des secours ou maintenir le bon ordre. Mais il serait faux de dire que la loi n'exige de celui qui requiert aucun caractère déterminé pour cette raison qu'elle a voulu que les secours soient promptement organisés.

La loi a entendu investir du droit de réquisition ceux seulement qui ont à assurer la sécurité publique.

Ainsi les huissiers n'ont pas qualité pour faire directement les réquisitions en cas d'exécution judiciaire (1).

Nous avons dit qu'il faut que la qualité de l'agent qui requiert soit connue de celui à qui il s'adresse; il n'est pas nécessaire qu'un commissaire de police soit revêtu de son écharpe ou de tout autre signe extérieur (2); ce n'est que dans le cas où la qualité du requérant est ignorée que celui-ci est tenu de la faire connaître soit par des paroles, soit par l'exhibition de son écharpe (3).

Enfin les magistrats qui ont le droit de requérir ne peuvent exercer ce droit que dans le ressort de leur autorité; mais ils peuvent requérir un secours pour une localité qui ne se trouve pas dans le territoire soumis à leur autorité : ainsi, en cas d'incendie, un maire peut requérir des chevaux pour conduire des pompes dans une commune autre que celle qu'il administre (4).

Disons, pour finir, qu'une réquisition adressée par télé-

« l'agent de la force publique s'adressât préalablement au maire ou à l'adjoint, on arriverait à ce résultat d'enlever au secours demandé son opportunité et son efficacité... casse... »

(1) Cass., 20 février 1830. Sourisseau. D., 30, 1, 132.

(2) Cass., 20 mars 1851. Chabas, déjà cité.

(3) Cass., 8 avril 1854. Mercier. D., 54, 1, 212. S., 54, 1, 488. « N'est pas en contravention le citoyen qui, de passage dans une localité, y refuse secours contre un rassemblement à un commissaire de police qui s'adresse à lui sans faire connaître, par la parole ou par l'exhibition de son écharpe, son caractère de fonctionnaire public. »

(4) Cass., 3 juin 1848, Katterlé déjà cité.

phone est valable du moment que la personne interpellée et dont on requiert un service connaît la voix du requérant.

Quel peut être l'objet de la réquisition? Nous n'avons qu'à indiquer le caractère général de cet objet, sans entrer dans le détail de ce qu'on peut réquisitionner : la loi oblige les citoyens à exécuter tous les travaux et à rendre tous les services susceptibles d'être utiles à l'intérêt public. Mais il est obligatoire que ce concours soit personnel; voilà le caractère essentiel. Les pouvoirs très étendus de l'autorité en cette matière ne l'autorisent pas à aller au delà et ne vont pas jusqu'à lui permettre d'obliger quelqu'un à fournir le travail ou les choses d'autrui. Nous lisons dans un arrêt de la Cour de cassation que « les réquisitions que l'autorité a le droit d'adresser aux habitants « dans les cas calamiteux ne peuvent avoir pour objet qu'un « secours à prêter ou un service à faire personnellement; « dès lors, il n'y a pas contravention dans le fait d'habitants de n'avoir pas obtempéré à l'injonction, à eux « adressée, à l'occasion d'un incendie, de fournir chacun « un homme de garde pour surveiller le lieu du sinistre (1). »

(c) *REFUS DE SECOURS*

La troisième condition, c'est que l'individu ait refusé de faire le travail ou de prêter le secours requis. Nous verrons plus loin la quatrième condition, la possibilité d'exécuter la réquisition. Notons seulement tout de suite que la seule excuse valable pour motiver le refus, c'est l'impossibilité matérielle ou morale.

(1) Cass., 17 février 1865. *Augustin et Fautsch*. D., 65, 1, 320.

Mais nous supposons que l'individu pouvait exécuter ce que l'on requérait de lui.

Le refus de secours ne perd pas son caractère de contravention lorsque le prévenu n'a pas persisté dans son refus et a obtempéré à de nouvelles réquisitions, ni lorsqu'il a rendu le service que l'on requérait de lui parce qu'il y a été contraint par la force (1). Cette obéissance tardive ne peut dispenser le juge d'appliquer la peine encourue. En effet, la disposition du § 12, art. 475 C. pén., commandée par une nécessité toujours urgente, impose aux citoyens l'obligation d'obtempérer, par un concours immédiat, à la première réquisition de l'autorité; nul ne saurait donc être admis à refuser d'abord son assistance, sauf à l'accorder plus tard, parce qu'en agissant ainsi les citoyens se constitueraient juges d'une question d'opportunité dont l'appréciation n'appartient qu'à l'autorité publique.

Enfin si, à la suite de son refus, l'individu s'était rendu coupable de rébellion, la détention qu'il aurait subie à la suite de cette infraction ne saurait l'affranchir de la peine de l'art. 475 et la règle « non bis in idem » ne saurait s'appliquer ici (2).

d) POSSIBILITÉ

La seule excuse admise, c'est l'impossibilité personnelle et absolue de faire les travaux, d'accomplir le service, de prêter le secours requis.

Il faut que cette impossibilité soit constatée en termes précis par le jugement qui relaxe.

Il faut qu'elle soit vérifiée par le juge.

(1) Cass., 4 novembre 1859. Oudinet. D., 60, 5, 328.

(2) Cass., 8 octobre 1842. Moine, déjà cité.

Enfin le juge n'est pas autorisé à ajouter des raisons à celles données par l'inculpé pour excuser son refus.

Quand il est reconnu qu'il y avait pour l'inculpé impossibilité morale et matérielle de rendre le service que l'on requerrait, ainsi de prendre place, en cas d'incendie, dans une chaîne déjà plus que complète (1), il doit être acquitté (2).

Mais il ne suffit pas que l'inculpé allègue une grande fatigue, des douleurs instantanées, des douleurs rhumatismales pour que le juge soit autorisé à déclarer qu'il n'a pu obéir à la réquisition ; le tribunal doit vérifier l'allégation du prévenu et rechercher si la fatigue, les douleurs qu'il invoque étaient suffisantes pour légitimer son refus. « Il est du devoir du juge d'apprécier la cause de l'empêchement, d'en constater l'existence ; on ne saurait abandonner cela à l'appréciation individuelle de la personne requise, puisque, s'il en était ainsi, celle-ci resterait libre de se refuser d'obéir à une disposition prise par le législateur dans un intérêt de sûreté et de salut public, et à laquelle personne ne saurait se soustraire sans manquer à ses devoirs de citoyen et aux lois de l'humanité (3). »

Enfin, et c'est une tendance que l'on retrouve dans beaucoup de jugements cassés, le tribunal ne peut pas donner des raisons qui excuseraient la conduite de l'inculpé.

C'est ainsi que, dans l'affaire Biard, le jugement avait ajouté aux motifs de refus donnés par l'inculpé les raisons suivantes : que Biard avait déjà travaillé à éteindre le feu pendant la nuit précédente et qu'il avait envoyé son fils pour le remplacer. La Cour de cassation déclara que le jugement avait admis des excuses non reconnues par la loi.

Dans l'affaire Mercier, en acquittant l'inculpé sous pré-

(1) Cass., 11 décembre 1863. Pomier. D., 66, 4, 139.

(2) Cass., 1^{er} février 1867. Poncet. D., 67, 1, 191.

(3) Cass., 31 juillet 1856. Biard. *Bull. cass. crim.*, 1856, t. LXI, n° 272 p. 441.

texte que le tumulte était terminé, que ses douleurs rhumatismales pouvaient l'empêcher d'obtempérer à la réquisition, qu'enfin les gendarmes pouvaient être absents de la caserne, assez éloignée du lieu du rassemblement, « le « tribunal, dit l'arrêt de la Cour de cassation, commet un « excès de pouvoir et une violation expresse du § 12 de « l'art. 475, parce qu'il ne peut suppléer des excuses que « la loi n'admet point (1) ».

Nous citerons pour terminer l'arrêt Ramonbordes, dont nous avons déjà parlé à propos des réquisitions adressées aux médecins.

« Attendu que les médecins encourent la peine pronon-
« cée par l'art. 475 lorsqu'ils refusent ou négligent d'ob-
« tempérer aux réquisitions; qu'il ne leur suffit point,
« pour échapper à cette condamnation, d'alléguer qu'ils
« n'ont pas pu y obéir; qu'ils doivent justifier de ce
« fait devant le tribunal saisi de la prévention; d'où
« il suit que celui-ci est tenu d'apprécier la preuve pro-
« duite, et de déclarer expressément, s'il les relaxe de
« la poursuite, qu'ils se sont réellement trouvés dans l'im-
« possibilité qui seule peut rendre leur refus ou leur négli-
« gence excusable; et attendu, en fait, qu'il est reconnu,
« dans l'espèce, que Ramonbordes, officier de santé chi-
« rurgien, n'a pas déféré à la réquisition qui lui a été faite
« par un maire de procéder à la visite d'un cadavre
« pendu; qu'il s'est contenté d'alléguer qu'il n'avait pas
« pu y obtempérer à raison de sa grande fatigue et de ses
« souffrances instantanées; que, néanmoins, le jugement
« dénoncé l'a renvoyé de l'action exercée contre lui, parce
« qu'il est possible que cette excuse soit fondée; qu'on n'a-
« perçoit dans son refus aucune manifestation de désol-

(1) Cass., 8 avril 1854. Mercier, déjà cité.

« béissance, et qu'il a rendu, dans d'autres occasions, de
« pareils services aux autorités, d'où il résulte qu'en sta-
« tuant ainsi le jugement a faussement interprété et, par
« suite, expressément violé l'article ci-dessus visé ; en con-
« séquence, casse (1)... »

(1) Cass., 6 août 1836. Ramonbordes, déjà cité.

CHAPITRE IV

L'extension du droit de réquisition civile.

Nous avons vu dans le chapitre précédent les cas consacrés par la jurisprudence et où le § 12 art. 475 C. pén. s'applique certainement.

Il faut maintenant étudier la question de savoir s'il y a lieu d'étendre le droit de réquisition civile et à quoi.

Lorsqu'il fut interpellé sur les moyens qu'il comptait employer pour le cas où il se trouverait en présence d'un nouvel arrêt des chemins de fer, M. Briand répondit :

« Il n'est pas besoin d'une législation entièrement nouvelle. Il suffira de donner aux lois en vigueur leurs développements logiques, de compléter sur certains points les dispositions de la loi de 1845 sur la police des chemins de fer et du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée, d'étendre à de nouveaux cas le principe posé dans l'art. 475 du Code pénal, dont le paragraphe 12, prévoyant des calamités publiques susceptibles de mettre la collectivité en péril, affirme le droit supérieur de l'autorité publique avec force, en autorisant celle-ci à réquisitionner à la fois les objets et les individus (1). »

Aucun projet n'a été déposé jusqu'à présent sur le point spécial qui nous intéresse ; peut-être, parce que les gou-

(1) Séance du 9 novembre 1910, *J. O. Ch. des dép.*, 10 nov., p. 2718, 2^e colonne.

vernements changent et que le suivant ne continue pas toujours la tâche que s'était proposée le précédent, ne verrons-nous jamais ce projet.

Pourtant le principe vaut la peine d'être étudié.

Quoique M. Briand n'ait pas énuméré les cas dont il comptait enrichir le paragraphe 12 de l'art. 475, il est facile de supposer quels ils étaient dans sa pensée, vu les circonstances qui avaient occasionné l'interpellation et sa réponse. On considérera comme une calamité publique la grève dans les services publics et dans les services que, faute d'une meilleure expression, nous appellerons quasi publics (1).

Il ne s'agit pas ici de prétendre que, quelque sacré que puisse être le droit de grève (2), ce droit doit fléchir dans les entreprises ou services dont nous venons de parler, car les ouvriers de ces services ne semblent pas disposés à l'abandonner (3). Et même une loi supprimant dans ces

(1) On a appelé ces industries « les services et industries de nécessité vitale pour le pays » (projet de loi suédois, de 1910) — les services d'utilité publique » — « les industries dont le fonctionnement importe essentiellement à l'existence ou à la sécurité de la nation ». (Proposition Th. Reinach, 12 juillet 1909.)

(2) Il ne faudrait pas croire que le droit de grève ait pour nous ce caractère sacré.

(3) En effet, voici la fin de l'ordre du jour qui fut voté le 8 janvier 1911, au congrès des cheminots de l'Est, à Reims : « Considérant que les travailleurs des chemins de fer ne sauraient s'opposer à toute procédure « de conciliation et d'arbitrage qui aurait pour effet de permettre aux travailleurs d'éviter les grèves évitables ; mais, considérant que, parfois, « la grève peut être le seul moyen de faire aboutir de justes revendications ; que, même s'ils ne devaient pouvoir s'en servir, les travailleurs « doivent conserver la possibilité d'employer ce moyen ; que cette possibilité est l'élément essentiel de leur organisation et de leur action syndicales ; considérant que la suppression de la vieille et naturelle liberté « de la grève serait une mesure de réaction, qui provoquerait plus de « trouble social que de paix ; considérant que le projet gouvernemental « comporte cette suppression ; le congrès le réprouve et engage les travailleurs à entreprendre une agitation suffisante pour l'empêcher d'aboutir. »

Et le 22 janvier 1911, les cheminots syndiqués du P.-L.-M., réunis à Lyon en congrès régional, examinant le projet gouvernemental récemment déposé, votaient « qu'ils ne veulent à aucun prix accepter ce projet

cas le droit de grève et déclarant que la grève sera un crime ou un délit ne nous rassure pas, car cela n'empêchera pas les ouvriers de cesser le travail effectivement ou moralement, car on ne peut pas compter sur la force de résistance des administrateurs, des forces de police, du gouvernement — même en supposant à ces administrateurs, aux forces de police et aux hommes de gouvernement le maximum d'énergie — pour empêcher une grève ou la continuation morale plus ou moins hypocrite de la grève (1) ; et les moyens ou sanctions qu'on propose ne sont pas pour nous faire changer d'avis.

D'ailleurs, il semble bien que le gouvernement ne se fit pas non plus d'illusions sur les résultats d'une telle loi ou de telles mesures puisqu'il paraît avoir eu surtout en vue d'empêcher « la réalisation de la grève », si, malgré tout ce qu'on peut inventer comme procédure de conciliation ou d'arbitrage, celle-ci était déclarée (2). C'est faire preuve de sagesse, mais il s'agit de savoir si le moyen que préconisait M. Briand est efficace, si la réquisition civile peut

« et décident de mener une action intense pour empêcher, même par les « moyens les plus extrêmes, l'adoption de celui-ci. »

Enfin, il a été dit au Congrès de la C. G. T., à Toulouse, octobre 1910, que « l'arbitrage obligatoire, c'est-à-dire l'obligation pour les parties de « recourir à l'arbitrage en cas de conflit, a pour but, et une bonne pratique « de cette institution aurait certainement pour résultat d'éviter un certain « nombre de grèves. C'est assez pour que la C. G. T. n'en veuille pas. » En effet, on veut par l'arbitrage supprimer les grèves inutiles. Mais, pour les révolutionnaires, y a-t-il des grèves inutiles, alors que toutes ont, à leurs yeux, au moins cet avantage d'être de petites répétitions de la grève générale et de la Révolution ?

(1) V. Y. GUROR, article dans *le Journal des Economistes*. « Fausses conceptions et perturbations politiques ». Janvier 1911, p. 40.

(2) V. X... , article sur le statut des agents des chemins de fer et le règlement pacifique des différends collectifs. *Rev. Pol. et Parl.*, février 1911, pp. 240 et suiv. « De l'étude que nous venons de faire, nous croyons « pouvoir conclure que la législation proposée en vue d'éviter à l'avenir « les grèves des chemins de fer serait à la fois attentatoire aux droits des « compagnies, dangereuse, inefficace, et qu'elle doit, par conséquent, être « écartée. »

s'appliquer ici et si — point essentiel — elle assurera la continuité des services.

Telles sont les questions que nous devons examiner.

Mais nous croyons utile auparavant de faire un exposé de la question des grèves dans les services qui nous occupent.



Quels sont ces services ?

On entend par services publics des institutions gérées par un organe de l'administration publique en vue de l'accomplissement de la fonction administrative de l'Etat, du département ou de la commune ; ce sont des services généraux, qui s'étendent sur tout le pays et dont les employés et ouvriers sont des fonctionnaires.

On entend par services quasi-publics des industries qui présentent un intérêt général, régional ou local et qui, bien que n'étant pas étatisées, ont par leur nature ou à cause de cet intérêt qu'elles présentent, alors même qu'elles ne sont pas monopolisées, un caractère qui les distingue des exploitations privées ordinaires.

Le caractère commun de ces deux sortes de services, c'est que — étant nécessaires à la nation — ils doivent être continus, leur exploitation ne peut souffrir aucune interruption.

Mais, s'il est facile d'établir la liste des services publics d'une nation — on n'a qu'à voir quels sont les services dont les employés ou ouvriers sont des fonctionnaires — on ne sait comment faire pour dresser celle des services quasi-publics, car où faut-il s'arrêter quand on les étudie au point de vue qui nous occupe en ce moment, au point de vue de la grève ?

La cessation du travail dans ces services est un danger

pour la collectivité; elle compromet dans certains cas la vie nationale, d'autrefois elle ne porte atteinte qu'à un intérêt régional ou local. Alors, quand on y réfléchit, on est effrayé de voir combien de corps de métier, combien d'industries nous sont indispensables.

Ne citons que les principaux de ces services, et d'abord ceux que, vu leur importance, l'Etat a monopolisés ou concédés à un petit nombre d'exploitants, avec — clause capitale à signaler — l'obligation d'assurer leur fonctionnement continu.

Le service le plus important, c'est celui des transports par terre et par eau; il ne souffre, dans l'état économique actuel, aucune interruption. Mais les chemins de fer, les transatlantiques ne marchent pas tout seuls; il leur faut du charbon; voici donc les mines qui prennent place dans notre liste (1). Pour les transports dans les villes, l'énergie est le plus souvent maintenant fournie par l'électricité; voici un nouveau service, qui distribue aussi la lumière, à déclarer d'utilité publique; il en est de même des distributions de gaz et d'eau.

Ce sont certainement les principaux. Est-ce à dire qu'ils sont les seuls? Non pas et nous allons voir le cercle s'agrandir.

Là, du reste, est le danger, disent les révolutionnaires : la nation augmentera ses services publics ou quasi-publics; le réseau des industries protégées s'étendra de proche en proche; il existe des industries simplement surveillées ou même complètement libres dont on déclarera que l'exploitation importe aussi grandement à la vie du pays et qu'on arrivera à considérer comme étant d'utilité publique. Voici par exemple la boulangerie; rien n'est plus néces-

(1) Pourtant c'est moins absolument nécessaire, car on peut acheter du charbon à l'étranger, et puis, il y a des pays qui n'ont pas de mines.

saire à l'homme pour vivre que le pain; une grève de boulangers dans une ville sera très grave; va-t-on dire quela boulangerie rentre dans les services quasi-publics?

Il y a des services municipaux qui ne pourraient s'arrêter sans que cette interruption ait de dangereuses conséquences. Que deviendrait une ville importante sans égoutiers, sans boueux, sans balayeurs? Si on laissait s'accumuler les ordures, les épidémies éclateraient. Et l'assistance publique? et les médecins? et les pharmaciens? et les pompes funèbres? ces services ne sont-ils pas nécessaires à la collectivité? Certes, si.

Le dangereux, c'est que la difficulté s'aggrave à mesure que le mécanisme social se perfectionne. Car nous avons énuméré tous ces services sans les rattacher les uns aux autres, mais, dans la réalité, ils se pénètrent, s'enchevêtrent, se soutiennent, ils se sont mutuellement nécessaires; tout ce mécanisme devient d'une fragilité excessive; la complication de ses rouages fait que si l'un d'eux s'arrête, tous les autres sont atteints, compromis; le moindre accident survenu à l'un d'eux a des répercussions extraordinaires qui se généralisent tout de suite en crise locale, régionale, nationale. Cette solidarité aboutit à l'interdépendance de tous; mais cette interdépendance fait que la société tout entière vit sous la dépendance — effrayante quand on y songe — d'un petit groupe d'hommes, quelquefois d'un seul individu!

Loin de nous la pensée de dramatiser les faits! Il serait trop facile de tracer de sombres tableaux et de montrer les horreurs de la grève générale. Mais les services que nous avons cités, quel est le pays où ils ne se sont pas mis en grève? A l'heure actuelle, il n'y a plus de peuple qui puisse dire à l'un de ses voisins : « Hodie mihi, cras tibi ! » Tous ont connu ces grèves : grève des employés de che-

mins de fer à Chicago en 1894 ; au Canada en 1902 ; aux Pays-Bas et en Hongrie en 1903 ; en Italie en 1907 ; en Angleterre en 1909 ; en France en 1910 ; grève des facteurs, des employés des télégraphes et des téléphones en France en 1899, en 1906, en 1909 ; des télégraphistes aux Etats-Unis en 1907 ; grève des agents de police de Lyon en 1905 et de Belfast en 1907 ; grève des tramways du Sud et des électriciens à Paris en 1907 ; grève générale ou « de solidarité » en Suède en 1909 ; nous ne rappelons que les principales et cette liste est loin d'être complète.

Aussi n'y a-t-il pas de gouvernement qui ne se soit préoccupé de la question, qui n'ait cherché quelque moyen pour empêcher ces grèves dans les services publics ou quasi-publics. L'étude de ces moyens nous entraînerait trop loin et ne rentre pas dans le cadre que nous nous sommes tracé.

Nous n'avons pas non plus à nous occuper de la question de savoir si, dans l'état actuel de la législation en France, les fonctionnaires ont ou non le droit de se mettre en grève. Mais il faut indiquer un principe qu'ont reconnu plusieurs législations et qu'on a affirmé à maintes reprises chez nous, à l'occasion de la grève des chemins de fer.

C'est qu'il faut refuser aux fonctionnaires — à tous les fonctionnaires, alors même que certains d'entre eux pourraient se mettre en grève sans qu'il en résulte grand dommage pour la nation — et aux employés et ouvriers des services quasi-publics le droit de se mettre en grève. On soustraira ainsi aux menaces du droit de coalition, de la cessation brusque et concertée du travail, ces services publics ou ces industries à caractère d'intérêt général.

Dans l'article d'un Américain, sur les limites du droit de grève, nous lisons ceci : « Le privilège d'user du droit de grève pour quitter arbitrairement son travail, privi-

« lège que nous voyons admis dans le cas individuel, « n'existe plus pour le groupe qui ne peut se l'arroger que « pour des cas justifiables ; on ne peut le considérer comme « justifiable si le dommage causé est hors de toute proportion avec les profits recherchés ou si le but recherché « est arbitraire ou contraire à la loi admise », et il ajoute qu'aux Etats-Unis « il est convenu dans la République que « la légalité d'une grève dépend, dans le cas où les travailleurs n'ont pas de contrat les contraignant à travailler, « du but dans lequel est formée leur union, du but pour lequel ils se mettent en grève ». Ce sont les tribunaux qui auront le devoir d'intervenir chaque fois qu'il paraîtra que la sécurité publique ou le bien-être public sont menacés, pour décider non seulement la légalité des questions en cause, mais aussi « si, en aucun cas, l'action concertée « n'est de nature à mettre en danger la sécurité ou le bien-être publics, auquel cas ils devront prohiber cette action « concertée de la part d'un groupement quelconque d'hommes (1). »

Lorsqu'on a pour but d'obtenir quelque avantage en exerçant une pression sur la nation, en causant des dommages — et ce terme est trop faible quand il s'agit des véritables ruines qu'entraînent certaines de ces grèves — en mettant en péril la sécurité nationale, on peut dire que le but n'est pas légal, donc la grève doit être interdite.

Qu'on accumule les avantages en faveur des ouvriers ou employés de ces services, qu'en compensation de la privation du droit de grève on organise, comme on l'a fait au Canada ou comme on projette de le faire en Italie, en Suède, en France, une procédure de conciliation et d'arbitrage, c'est parfait. Mais que le droit de grève soit impi-

(1) JOSEPH-J. FEELY. Les limites du droit de grève. *Journ. des Economistes*, 15 juillet 1910, pp. 38 et suivantes.

toyablement refusé à ceux qui travaillent dans ces services : on n'aura quelque sécurité qu'à cette condition.

D'ailleurs ce ne sont pas les raisons qui font défaut pour justifier une pareille mesure.

Sans parler des raisons qui ne visent que les fonctionnaires — à savoir que la grève est la faute la plus grave qu'ils puissent commettre contre la discipline et que le lien qui les unit à l'état n'est pas de la même nature que le lien qui unit dans le droit privé l'employeur et l'employé, le lien dans ce dernier cas étant un contrat à caractère bilatéral, tandis que dans le droit public c'est un lien unilatéral et qu'il ne dépend pas plus du gouvernement que du fonctionnaire de modifier les conditions de la fonction — nous ne nous occuperons que des raisons qui valent à la fois pour les services publics et quasi-publics.

La grève est incompatible avec ces services (1).

Ceux-ci sont continus par essence : c'est évident pour les services publics, puisque l'État est lui-même permanent et continu ; c'est logique pour les services quasi-publics puisqu'ils sont organisés dans l'intérêt de la nation qui, elle aussi, est permanente et continue.

Dans l'industrie privée, les conséquences de la grève sont toujours limitées par la concurrence des établissements rivaux, français ou étrangers ; et si étendue, si prolongée que soit la cessation du travail, elle n'arrête pas les battements mêmes du cœur du pays. Au contraire, quand il y a cessation du travail dans les services qui nous occupent, rien ne peut remplacer ces services qui ne fonctionnent pas : le public se trouve en présence du vide.

De plus, si la grève est admissible dans l'industrie privée, c'est qu'elle a, comme pendant légal, un droit analo-

(1) V. le discours prononcé par M. Poincaré, à Poitiers, le 4^{er} novembre 1910.

gue du patron, le lock-out. Mais est-ce que le gouvernement est libre d'arrêter le fonctionnement de tel ou tel service public? Est-ce que le concessionnaire d'un service quasi-public peut, quand bon lui semble, fermer boutique et mettre la clef sous la porte? Non, n'est-ce pas; donc, puisqu'ils ne peuvent pas agir ainsi, la grève des employés apparaît comme un droit unilatéral, comme un véritable privilège.

Les services publics et quasi-publics sont organisés dans l'intérêt général et non dans l'intérêt particulier des fonctionnaires qui assurent le service ou des concessionnaires. Donc il est inadmissible que ce soit pour obtenir quelques avantages personnels que les ouvriers ou employés de ces services se mettent en grève et lèsent gravement les intérêts du public. Dans une lettre du 15 juin 1910, M. Millebrand, alors ministre des Travaux publics, déclarait avec netteté que les transports par chemin de fer ne constituent pas une entreprise commerciale libre, mais un service quasi-public dont le fonctionnement régulier importe aux intérêts essentiels de la nation — il aurait pu en dire autant des autres services que nous avons cités — et il ajoutait que jamais le gouvernement ne pourrait accepter que l'exécution de ce service pût dépendre d'un conflit d'intérêts privés. C'est penser sainement et, comme le disait M. Chardon, « lorsqu'on réclame l'extension des services « publics, ce n'est pas pour désorganiser la vie sociale et « la mettre à la merci d'une poignée de gredins : c'est, au « contraire pour assurer avec continuité et régularité à « chaque citoyen les instruments de vie et de perfectionnement que comporte l'état social; c'est pour mettre à « tout jamais ces instruments de vie et de perfectionnement à l'abri des conflits des intérêts individuels?

(1) CHARDON, *Rev. pol. et parl.*, novembre 1910, pp. 260 et suivantes.

Enfin, dernière raison et qui suffirait à elle seule pour que l'on interdise la grève, il est de ces services dont l'interruption ne gêne pas seulement les convenances et les des particuliers, ne menace pas seulement la prospérité collective, mais qui compromet la sécurité nationale en laissant, devant l'étranger, nos frontières découvertes et pour ainsi dire éventrées. Lors de la dernière grève des P. T. T. on a appris avec stupeur qu'on était resté sans communications possibles entre Paris et cette frontière dont nous ne devrions jamais détourner notre attention. Quant à la grève des chemins de fer, « il est prouvé » techniquement que, même si les cheminots voulaient reprendre tous aussitôt leur service, les troubles déjà causés par la grève retarderaient fatalement de plusieurs jours les opérations préparatoires et les transports. Or, « un seul jour de retard pourrait ouvrir toutes grandes nos frontières à l'invasion (1) ».

Il est vraiment intolérable que les employés et ouvriers de ces services emploient, à défendre des intérêts privés contre le pays, une puissance que le pays leur a confiée dans un intérêt public.

Tout homme qui entre dans un de ces services, par le fait seul qu'il y entre, se décide et s'engage à faire passer toujours l'intérêt de la nation avant son intérêt personnel et, par là même, il prend une valeur morale supérieure. Mais le jour où il perd cette notion, où il se met en grève, il n'est plus digne de faire partie d'un de ces services.

Et c'est pour ceux qui ne se rendent pas compte de ce devoir qui leur incombe, qui ne voient pas les charges que comporte le poste qu'ils occupent, qu'il faut déclarer que la grève est un délit, et qu'elle doit être interdite.

Quand le sentiment public, faussé ou perverti par les

(1) J. ROCHE, la Crise des chemins de fer, *Figaro*, 15 mars 1911.

défaillances momentanées du pouvoir, n'a plus conscience de l'immoralité de certains actes, il est bon de le redresser et de lui montrer le caractère délictueux de ces actes.



Et maintenant que nous savons de quoi il s'agit quand on parle de grève dans les services publics ou quasi-publics revenons aux questions que soulève l'extension du droit de réquisition civile à ces services.

Pourquoi cette extension est nécessaire, nous l'avons déjà laissé entendre : c'est qu'il y a loin de la théorie à la pratique ; c'est que certainement il faut interdire la grève dans ces services et affirmer qu'elle constitue un délit qu'on doit punir pénalement, mais qu'on n'est passûr que ces dispositions empêcheront la grève d'éclater, de se réaliser (1).

Alors il faut chercher un moyen de remédier au trouble qui résulte de l'interruption du service, un moyen d'assurer à tout prix le fonctionnement de ce service ; et comme certainement la grève — ce que nous avons dit le prouve suffisamment pour que nous n'insistions pas — est dans ce cas-là une calamité, l'autorité publique peut à son occasion exercer son droit de réquisition qui mettra à sa disposition les personnes et les objets qui lui sont nécessaires pour faire fonctionner le service. D'ailleurs ces grèves présentent tellement le caractère d'une calamité publique que nous trouvons que le § 12 de l'art. 475 C. pén. leur est applicable dès maintenant, et sans qu'il soit besoin de les y mentionner expressément, grâce aux mots « et aux autres calamités ».

(1) Il peut d'ailleurs être imprudent de prescrire la grève, car si elle se résorbe on se trouve quelquefois en présence d'un désordre infiniment plus grave ; ce qui était un danger, mais un danger connu, encadré, nécessairement passager, devient un mal endémique et secret, un état d'insécurité insoutenable, une décomposition interne ; c'est toute l'histoire du sabotage.

Ce principe — du droit de réquisition de l'autorité dans le cas d'une grève d'un service public ou quasi-public — nous tenons à l'affirmer nettement pour qu'on ne puisse pas croire que les objections que nous formulerons dans la suite soient suffisantes pour empêcher l'extension de ce droit.

C'est un sophisme que de prétendre que, sous prétexte qu'une loi peut être violée, on doit s'abstenir de voter cette loi.

Ce serait un sophisme que de dire : l'application du droit de réquisition étendu aux cas que vous visez ne donnera pas tous les résultats que vous en attendez ; il ne faut donc pas étendre le droit de réquisition à ces cas-là.

Si, il faut étendre le droit de réquisition au cas de la grève dans les services publics et quasi-publics parce que les réquisitions offrent un moyen très pratique de se procurer ce qui peut être nécessaire ; par conséquent il serait imprudent de se priver de ce moyen, de ne pas prévoir qu'on pourra l'employer.

Mais ici encore nous sommes dans la théorie. Voyons ce que donnera la pratique.

Nous poserons deux questions : L'extension est-elle possible en droit ? Est-elle pratique en fait ? et pour conclure, nous verrons les objections, que nous appellerons politiques, qu'on a faites à l'extension.

A la première question, nous sommes forcés de répondre par une distinction. A cause de l'arrêt de la Cour de cassation que nous avons cité, le § 12 de l'art. 475 C. pén. est inapplicable aux refus de services des fonctionnaires dans la sphère de leurs attributions légales (1), donc la jurisprudence semble empêcher l'extension du droit, lors de la

(1) Cass., 7 mai 1887. Larpin, déjà cité.

grève d'un service public, si la réquisition s'adressait aux fonctionnaires de ce service pour fournir le travail personnel qui constitue l'acte de leur fonction.

Mais, étant donné que nous nous trouvons dans une calamité publique, on pourrait adresser des réquisitions aux particuliers dans tous les cas, grèves de services publics — ici on ne pourra faire appel qu'à eux — ou grèves de services quasi-publics, et aux ouvriers et employés de ces dernières industries puisqu'ils ne sont pas des fonctionnaires.

Et cela vise assez d'individus pour qu'on ne se prive pas, sans d'autres raisons plus fortes, plus convaincantes, de ce moyen de lutte.

L'extension est-elle pratique en fait? ou, ce qui revient au même, la réquisition civile assurera-t-elle le fonctionnement continu des services dont les employés se mettent en grève? Ici des doutes sont permis.

Nous rangerons les services où la grève peut éclater dans deux catégories; la classification n'est pas savante, mais nous la croyons pratique : il y a des services qui sont faciles à remplir, il y a des services qui exigent des connaissances spéciales.

Il y a des services faciles à remplir. Lorsque les « bleus » arrivent à la caserne, dès le lendemain on leur met un balai entre les mains, on leur fait nettoyer la chambrée ou les escaliers, mais on ne leur confie pas tout de suite un fusil pour qu'ils le démontent et l'entretiennent; la première corvée, n'importe qui peut la faire; pour faire la seconde, il faut qu'on ait appris comment se démonte le fusil, comment et avec quoi on le nettoie. De même pour les services où la grève peut éclater. Il en est de faciles à remplir, ce sont ceux qui n'exigent que des aptitudes physiques; nous avons parlé de grèves de balayeurs des rues,

de boueux : les concierges de chaque maison pourraient, au lieu de balayer simplement le trottoir, être requis de balayer la chaussée et n'importe qui est capable de promener un tonneau d'arrosage et de conduire une balayeuse, n'importe qui peut renverser les seaux d'ordures dans des voitures.

C'est une grève macabre que celle des employés des pompes funèbres, mais il y a bien des endroits où ces employés n'existent pas et où la triste besogne de donner les derniers soins aux morts est accomplie par des personnes charitables ; voilà encore une grève qui ne serait pas très inquiétante.

Mais, tandis que la liste de ces entreprises est plutôt courte, celle des autres services, de ceux qui exigent une compétence qu'on n'acquiert qu'avec l'étude et le temps, s'allonge tous les jours ; et ce qui augmente le danger, c'est que ces services sont justement, en même temps que les plus difficiles, les plus nécessaires. Même avec toute la bonne volonté qu'on peut imaginer, il est impossible à X^{***}, qui n'est pas mécanicien, de conduire une locomotive ; à Y^{***}, qui ne sait pas un mot de géographie, de faire l'employé des postes ; à M^{lle} Z^{***}, qui est modiste ou dactylographe, de jouer le rôle de demoiselle de téléphone. Et même aujourd'hui où les études sont très poussées du côté pratique, où les jeunes gens s'intéressent aux arts mécaniques, à l'électricité, etc..., on ne trouvera pas, d'une minute à l'autre, le nombre de personnes suffisantes pour assurer la marche des usines électriques qui distribuent énergie et lumière à une ville comme Paris ou pour s'occuper du service des eaux ou du gaz ; on ne s'improvise pas non plus mineur, boulanger, pharmacien.

Et ce qui aggrave la situation, c'est qu'il ne s'agit pas de trouver, pour faire marcher ces services, quelques indi-

vidus ayant les connaissances nécessaires; ce sont des centaines, parfois des milliers d'individus qui sont indispensables, et qu'il faudra réquisitionner. Où trouver ces personnes compétentes? car il serait inutile, sinon dangereux, de s'adresser à des personnes incapables.

Evidemment l'objection ici devient plus impressionnante, car on se trouve dans un cercle vicieux : les seuls qui aient la compétence nécessaire et qui soient en nombre suffisant sont en grève. Va-t-on réquisitionner les grévistes? ils ont refusé de travailler, ils refuseront d'obéir aux réquisitions; c'est évident : puisque les sanctions édictées contre les grévistes — nous entendons, quand ces sanctions existeront — ne les ont pas empêchés de cesser le travail, ils ne seront pas effrayés par la sanction insignifiante qui frappe celui qui refuse d'obtempérer à une réquisition (1).

Mais faut-il — parce que ce moyen, sur lequel on avait l'air de tant compter, ne présente pas le remède absolument sûr contre un arrêt dans le fonctionnement des services qui sont nécessaires à la nation — dire qu'on n'étendra pas à la grève dans ces services le droit de réquisition civile? Nous ne le croyons pas.

Peut-être, en effet, cela se passera-t-il le plus souvent comme nous venons de l'exposer, peut-être y aura-t-il, dans le plus grand nombre des cas, impossibilité de trouver des personnes aptes à assurer le fonctionnement des services.

Ce n'est pas une raison pour refuser l'extension du droit de réquisition. Car, si ce droit n'existait pas pour les cas que nous visons, on ne pourrait pas requérir les services des particuliers et l'on se priverait ainsi du concours de

(1) Nous reviendrons sur ce point dans le chapitre où nous étudierons la peine portée à l'art. 475 C. pén.

ceux qui accompliront le mieux les services, parce qu'ils souffrent de leur arrêt.

Ensuite on peut dire qu'il y a en France des services organisés pour l'utilité générale, qui sont essentiels à la sécurité de la nation, à son existence même ; il faut que ces services subsistent, quoi qu'il advienne. Donc, si on estime que ces services ne peuvent pas, ne doivent pas s'arrêter parce que, s'ils étaient suspendus, la vie sociale serait elle-même interrompue et menacée, alors il faut prendre les moyens indispensables pour parer à un tel danger et les prendre tous ; le droit de réquisition est un de ces moyens, un des plus puissants, puisque c'est lui qui met à la disposition de l'autorité publique les armes dont celle-ci peut avoir besoin.

Mais nous n'avons pas encore vu les protestations les plus énergiques qu'on a faites contre cette extension. Pour terminer cette étude, examinons les objections politiques qu'on a soulevées contre l'emploi du droit de réquisition en cas de grève des services publics ou quasi-publics.

M. de Mun écrit à ce sujet : « Au plus fort de la guerre « étrangère et de la guerre civile, la Convention a décrété « le régime de la réquisition. Et c'est cela qu'aujourd'hui, « en pleine paix, dans un pays où les grèves ne sont pas « plus nombreuses, ni plus violentes que dans les autres, « c'est la réquisition dont on voudrait faire le régime nor- « mal de tous les services publics, des chemins de fer au- « jourd'hui, et demain inévitablement de l'eau, du gaz, de « l'électricité, du charbon, du pain!... on a joué de la mo- « bilisation : elle a servi, c'est fini. Il faut maintenant une « espèce de militarisation permanente, avec toutes les « sanctions qu'elle entraîne. C'est de la folie. Avec cela, « on va droit à la révolution (1). »

(1) M. DE MUN, article dans *l'Echo de Paris* du 14 décembre 1910.

Et voici ce que M. Pelletan répondait à M. Marc Sauzet, qui lui disait que nos « pères n'ont vécu qu'avec des réquisitions pendant quatre ans, qu'ils ont réquisitionné les vivres, ils ont réquisitionné le papier. Ils ont tout réquisitionné ».

M. Camille Pelletan : « Ah ! voilà une imprudente interruption ! Oui ! quand la guerre étrangère était à toutes nos frontières, oui ! quand les guerres civiles déchiraient le territoire ; oui ! quand le salut de la patrie était en jeu, nos pères ont pris ce droit de réquisition qui était alors une question de vie ou de mort ; et la monstruosité de votre programme, c'est de vouloir appliquer en pleine paix à des intérêts particuliers cette législation que tous nous voulons réserver pour les heures tragiques où la patrie est en danger (1). »

Faut-il, après cela, refuser l'extension du droit de réquisition ? Non, et cela parce que, si on n'acceptait pas cette extension, il n'y aurait qu'à supprimer le droit de réquisition civile dans les cas où nous avons vu qu'il existe, en effet son extension aux grèves des services publics ou quasi-publics est la conséquence logique de son application dans les cas qui présentent le caractère de calamités publiques.

Il nous semble en effet que M. de Mun s'est trompé en parlant d'une sorte de militarisation permanente ; nous ne voyons pas en quoi il y a militarisation dans le fait de pouvoir réquérir des chevaux ou des voitures lorsqu'un incendie se déclare, des bateaux quand une inondation ravage une contrée, des bras quand il s'agit de faire la chaîne ; or c'est exactement la même chose qu'on veut

(1) Séance du 9 novembre 1910. J. O. Ch. des députés, 10 novembre 1910, p. 2721, 3^e col.

pouvoir faire quand une grève éclatera dans les services publics ou quasi-publics. M. de Mun dit qu'on va droit à la révolution avec ce système. Et avec les grèves répétées qui se produisent, passant des postes aux chemins de fer, des ouvriers des arsenaux aux électriciens, des mineurs aux inscrits maritimes ou aux dockers, n'est-ce pas aussi — et plus — à la révolution qu'on va ?

Et quand M. Pelletan nous dit que c'est une monstruosité que de vouloir appliquer en pleine paix, à des intérêts particuliers, cette législation, où prend-il, nous le demandons, cette pleine paix et ces intérêts particuliers ?

La paix, cet état de troubles où nous vivons quand une grève comme celle des chemins de fer risque d'affamer les villes, de compromettre la santé publique, de mettre la patrie à la merci d'une surprise de l'étranger ? Allons donc !

Les intérêts particuliers — lisez : capitalistes — quand telles de ces grèves troublent l'existence de toute la population en empêchant de gagner leur vie, de correspondre avec leurs proches, de pourvoir à leurs besoins une foule de gens absolument étrangers au conflit d'où sort la grève ? Il nous semble que ces intérêts particuliers, si nous en faisons la somme, deviennent les intérêts de la nation tout entière.

Alors ces objections politiques, nous les rejetterons ; elles ne nous empêcheront pas d'affirmer que l'extension du droit de réquisition civile est possible et — qui plus est — nécessaire.

Comme le personnage de Molière, nous répéterons toujours la même chose parce que c'est toujours la même chose : la grève — qu'on a dit être une guerre et qu'on veut traiter comme telle — crée, dans les services publics ou quasi-publics, une situation dangereuse pour le pays, on peut donc employer à son occasion la réquisition civile.

Il ne faut pas toucher au principe du droit de réquisition — et ce serait y toucher, ce serait en diminuer la valeur que de refuser de l'étendre aux cas que nous avons indiqués — car c'est un droit de puissance de l'Etat.

Et, repassant dans notre esprit tout ce que nous venons d'étudier, nous disons : il s'agit de savoir si le droit supérieur d'une nation, qui est de vivre et de travailler dans l'ordre et la sécurité, sera sacrifié aux appétits brutaux d'une minorité qui se glorifie elle-même d'être antisociale et antinationale.

CHAPITRE V

Les garanties de l'individu.

Parce que l'Etat a le droit d'exercer des réquisitions, il ne faut pas croire qu'il puisse abuser de ce moyen, ni que les citoyens soient à la merci des autorités qui exercent ce droit.

Nous avons marqué, dans le premier chapitre, le caractère de légalité exceptionnelle de ce droit de réquisition et annoncé les garanties qu'on avait données aux individus.

On peut en indiquer trois.

La première vient de ce que le texte qui autorise les réquisitions se trouve dans la loi pénale. Le § 12 de l'art. 475 C. pén. ne peut donc être interprété que restrictivement : c'est un principe absolu et trop connu pour que nous ayons besoin de nous étendre sur ce point. Notons pourtant encore une fois que le fait, que seul un cas ayant un caractère de calamité publique peut donner lieu à une réquisition, diminue singulièrement le champ d'application de ce paragraphe : les individus sont sûrs aujourd'hui qu'une réquisition ne sera jamais faite dans un intérêt privé.

La seconde consiste en ce que cet article est appliqué par un tribunal judiciaire. L'autorité peut bien faire des réquisitions ; ce n'est pas elle qui juge ceux qui ont refusé d'y obtempérer, ce n'est pas elle qui applique la peine et

l'on a pu se rendre compte déjà que les tribunaux de police avaient plutôt une tendance à acquitter les inculpés accusés d'avoir refusé d'obtempérer aux réquisitions.

Enfin la troisième garantie, c'est l'indemnisation des services rendus ou des secours prêtés.

On a discuté la question de savoir si ce service ou ce secours requis en vertu du § 12 art. 475 C. pén. donnait lieu à une indemnité au profit de celui qui l'a rendu ou prêté.

Voyons les arguments proposés en faveur de la négative et en faveur de l'affirmative.

Dans le sens de la négative, on a dit que si la loi punit ceux qui refusent d'obtempérer aux réquisitions de l'autorité, elle n'édicte nulle part que celui qui aura obéi à ces réquisitions aura droit à une indemnité. Et, comme le faisait remarquer le jugement rendu par le Tribunal de simple police de Bar-le-Duc dans l'affaire Andreux (1), « le silence de la loi est d'autant plus remarquable que, lorsqu'elle exige le sacrifice de quelques intérêts privés à l'intérêt public, elle dispose (art. 545 C. civil. Loi du 3 mai 1844, sur l'expropriation) que le sacrifice ne devra être fait qu'après juste et préalable indemnité, ou, comme dans le tarif des dépens en matière criminelle, que les médecins ou autres requis pour le service de la justice criminelle recevront une indemnité qu'elle détermine d'avance (2) ».

On disait encore que les citoyens, en prêtant le concours requis, ne faisaient qu'obéir à une loi d'humanité supérieure, que remplir un devoir social; or, l'accomplissement d'un devoir n'engendre pas une créance.

Enfin, si on donnait une indemnité, on ôterait à la

(1) Cass., 27 janvier 1858. Andreux, déjà cité.

(2) D., 18 juin 1844, art. 16 et suivants.

réquisition tout son intérêt, qui consiste à se procurer les choses nécessaires pour rien.

Dans le sens de l'affirmative, on répond — et nous citons ici l'arrêt rendu par la Cour de cassation au sujet de l'affaire Andreux — « que nul ne peut être tenu, en l'absence
« de toute disposition de la loi, de faire gratuitement
« le sacrifice de son temps ou de son industrie, même à
« l'intérêt public ou communal; qu'aucune disposition de
« la loi n'a exigé ce sacrifice dans le cas de calamités
« publiques ».

En effet, c'est un principe fondamental de notre droit public et de notre droit civil que nul ne peut être dépouillé de sa propriété sans obtenir une juste indemnité. Et, interprétant le silence de la loi d'une manière diamétralement opposée, on dit que le principe que nous venons de rappeler doit s'appliquer aussi longtemps qu'une loi spéciale n'y déroge pas : par conséquent, il faudrait une disposition formelle de la loi pour que ces réquisitions ne donnent pas lieu à une indemnité. Les termes de l'art. 545 C. civil sont aussi généraux que possible : ils ne distinguent pas s'il s'agit de propriété immobilière ou de propriété mobilière (1). Si bien, a-t-on dit, qu'il y aurait contradiction entre les deux propositions suivantes : on ne peut enlever quoi que ce soit à un individu, sans lui en payer le prix — on peut lui demander son travail, son intelligence qui le font vivre, sans l'indemniser du temps qu'il est contraint d'enlever ainsi à ses besoins personnels.

On ne doit pas non plus considérer comme valable l'argument du devoir social dont l'accomplissement n'engendre pas une créance, car la sanction appliquée au refus

(1) C. civ., art. 545. « Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste et préalable indemnité. »

de secours en fait une obligation légale, donc susceptible de produire des effets juridiques.

Enfin il ne faut pas dire qu'en donnant une indemnité on ôte à la réquisition tout son intérêt ; car il y a une grande utilité à retirer du fait que l'on dispose immédiatement de choses qui sont en état de servir et qu'il faudrait sans cela acheter, ce qui entraînerait un retard préjudiciable.

Si nous sommes d'avis que les réquisitions donnent lieu à une indemnité, si nous considérons cette indemnité comme une garantie très sûre pour l'individu — et nous ne faisons en cela que suivre l'opinion de la jurisprudence qui dit que « tout citoyen requis en vertu de l'art. 475 « C. pén. § 12 a droit à un salaire ou à une indemnité, « sans qu'il y ait à distinguer, au point de vue de l'existence même de ce droit, si le service ainsi exigé constitue ou non un acte de sa profession » — nous ne partageons pourtant pas entièrement la manière de voir de ceux qui sont pour l'affirmative.

Au lieu d'exiger une indemnité dans tous les cas, nous distinguons entre les deux genres de choses qu'on peut réquisitionner, entre les services personnels — par exemple, faire la chaîne en cas d'incendie, prendre la direction intellectuelle des secours dans une inondation — et les secours prêtés — bêtes ou objets nécessaires.

Pour la première catégorie, nous prétendons qu'il n'y a pas lieu à indemnité ; et nous voyons à cela plusieurs raisons.

D'abord, parce que, dans les cas où la réquisition peut être faite, il y a danger public : tout le monde doit alors se dévouer, sans espoir de salaire.

Mais on va objecter qu'il est inutile de faire une distinction, car les bêtes ou les objets, on ne les requerra aussi

que dans le cas d'un danger public : tout le monde devra donc aussi les prêter, sans espoir d'une indemnité.

Nous ne croyons pas que la situation soit la même.

Certes l'art. 545 C. civil comprend bien dans ses termes la propriété mobilière comme la propriété immobilière, donc il faudra donner une juste indemnité si on prend un meuble à un individu tout comme si on lui prenait un immeuble. Mais il nous est impossible de considérer le temps des individus comme un meuble.

Le temps est une chose très précieuse dont chacun est le maître absolu, mais ce n'est pas un meuble.

D'ailleurs nous nous demandons comment on en apprécierait la valeur.

D'où, deuxième raison. Nous avons vu plus haut que l'on protestait contre l'idée de demander à quelqu'un son travail, qui le fait vivre, sans l'indemniser du temps qu'il est contraint d'enlever ainsi à ses besoins personnels ; mais comment fixer cette indemnité ? comment déterminer ce que la réquisition a fait perdre à chacun ? Ensuite, sous peine d'injustice, il faudrait donner la même indemnité à chacun ; or, il y a des salaires très différents. Enfin, laissant de côté le travail manuel, et puisque nous avons reconnu qu'on peut requérir des services purement intellectuels, comment appréciera-t-on le service rendu par un ingénieur, par exemple, qui indique les dispositions nécessaires pour lutter contre une inondation ? Quelle indemnité donnera-t-on à un médecin pour la consultation qu'on a requise de lui sur les mesures à prendre en cas d'épidémie ?

Terminons par une raison que nous tirons d'un cas que nous jugeons analogue et dans lequel la loi n'a pas gardé ce silence qu'on interprète tour à tour de la manière qui est

favorable à la thèse qu'on soutient : elle a dit très nettement qu'il n'y avait pas d'indemnité à verser.

Or, il s'agit d'un cas qui prend certainement plus de temps que n'importe quel service personnel requis à l'occasion d'un danger public — les cas les plus fréquents ne durent heureusement pas longtemps et d'ailleurs il ne peut s'agir que de mesures urgentes.

Nous voulons parler du jury. Il y a bien là une réquisition de temps. Or les jurés, qui doivent consacrer un certain nombre de jours à cette fonction, ne touchent aucune indemnité; on ne leur rembourse que leurs frais de voyage.

Voici en effet ce que dit l'article 35 du décret du 18 juin 1811 : « Les jurés qui auraient été obligés de se transporter à plus de 2 kilomètres de leur résidence actuelle « pourront être remboursés des frais de voyage seulement « sur le pied réglé dans le chapitre VIII ci-après (1), si « toutefois ils le requièrent; et il ne leur sera rien alloué « pour toute autre cause que ce soit, à raison de leurs fonctions. »

Voilà pourquoi nous répétons que quand il s'agit simplement du temps qu'on vous a pris et aussi d'un service purement intellectuel, il ne peut y avoir lieu à indemnité. Ce service requis, ce travail commandé constituent des sacrifices imposés à l'individu, ce ne sont pas les seuls que l'intérêt public nous impose, sans nous en dédommager !

Mais remarquons que c'est exclusivement pour ces services — dont nous avons suffisamment indiqué la nature — que nous refusons l'indemnité.

Il y a indemnité pour le médecin à raison des opérations

(1) D., 18 juin 1811, art. 91. « Cette indemnité est fixée par chaque « myriamètre parcouru en allant et en revenant, savoir : « 1^o pour les « médecins, chirurgiens, experts, interprètes et jurés, à 2 fr. 50... »

qu'il fait sur la réquisition des officiers de justice ou de police judiciaire, dans les cas prévus par les art. 43, 44, 332 et 333 du Code d'instr. crim. (1). De même, il y a indemnité pour le médecin qui donne ses soins en cas d'épidémie : c'est l'arrêt Andreux. Mais il faut noter qu'il s'agissait d'une épidémie, donc d'un danger public ayant un certain caractère de durée; ici le caractère d'urgence n'existait qu'au moment où a éclaté le fléau, ce n'est, à notre avis, qu'au début que le § 42 de l'art. 475 s'appliquait, qu'au moment où il fallait organiser les premiers secours; dans la suite, et parce qu'il était évident que le fléau durerait un certain temps, le maire aurait dû s'entendre avec les médecins pour fixer le tarif des visites et des soins qu'il avait requis à la première heure à cause de l'urgence des mesures à prendre et qui continuaient à cause du fléau (2).

Deux cas sont encore certains. Il y aura indemnité pour l'individu, qui aura prêté un de ces secours dont nous avons parlé, s'il est résulté pour lui de l'acte accompli sur réquisition un dommage corporel, une blessure par exemple.

M. Veyrières (3) dit aussi que si les personnes requises l'ont été dans un intérêt général dont elles tirent elles-mêmes un profit personnel, elles ne sauraient être recevables à réclamer une compensation. Par exemple, lorsque les autorités ont requis les habitants d'une commune de procéder à une battue pour détruire des animaux malfaisants, les habitants n'ont pas droit à un salaire, parce qu'en tra-

(1) D., 18 juin 1811, art. 46.

(2) Aujourd'hui il existe des tarifs sur lesquels on pourrait se baser pour déterminer l'indemnité à payer aux médecins afin d'éviter de leur part des prétentions exagérées. L. du 15 juillet 1893. Arrêté de septembre 1905.

(3) VEYRIÈRES, *op. cit.*, p. 48.

vaillant pour la collectivité ils ont également travaillé pour leur propre intérêt.

Par contre, il n'est pas douteux qu'une indemnité est due aux citoyens qui ont été requis de fournir les animaux ou les objets qui leur appartiennent et qui sont nécessaires pour lutter contre les cas prévus par le § 12 art. 475 C. pén.

Ici le calcul de l'indemnité ne présente pas de difficulté. Si la chose requise a été détériorée ou perdue par l'usage qu'on en a fait, on doit en payer le prix au propriétaire. Si on rend la chose intacte, on doit une indemnité qui équivaut à une sorte de location, correspondant au dommage qui a pu résulter pour le propriétaire du fait d'en être privé ; ou s'il s'agit d'un animal, on aura à payer son entretien, sa nourriture (1).

Et, pour terminer ce chapitre, nous indiquerons encore une raison à ajouter à celles qu'on donne dans le sens d'une réponse affirmative à la question que nous étudions, raison toute pratique, mais qui n'en est que plus forte. Si les propriétaires n'étaient pas certains d'être indemnisés, ils calculeraient facilement la perte qu'ils peuvent faire et n'hésiteraient pas à refuser de prêter leurs choses et à payer l'amende de 10 francs (2), car il faudrait que le dommage soit bien minime pour que sa réparation ne coûte pas plus de 10 francs.

Ou bien on devrait élever le taux de l'amende ; c'est un point que nous étudierons dans le chapitre suivant.

(1) Pour une automobile, on payerait l'essence.

(2) C'est ainsi que, dans le procès de la Camorra, qui se juge en ce moment en Italie, les jurés ont, au début, fait grève : il s'agit, en effet, de siéger des mois entiers, par conséquent de renoncer à ses occupations ou à la liberté de la vie quotidienne.

Plusieurs ont dit qu'ils étaient prêts à payer le maximum de l'amende, qui est de 1.000 francs, plutôt que de subir un tel ennui.

Il faut remarquer qu'on se trouve en présence d'une affaire extraordinaire et que rarement un procès menace de durer aussi longtemps.

Telles sont les garanties dont jouit l'individu en notre matière. Nous estimons qu'elles sont suffisantes pour qu'il n'y ait pas à redouter de la part de l'autorité des mesures arbitraires.

CHAPITRE VI

La Sanction.

Quelle peine encourt l'individu qui refuse d'obtempérer à la réquisition faite en vertu du § 12 de l'art. 475 C. pén. ? Une amende de six à dix francs.

Et l'article 478 du même Code dit que « la peine de l'em-
« prisonnement pendant cinq jours au plus sera toujours
« prononcée, en cas de récidive, contre toutes les personnes
« mentionnées dans l'article 475 ».

Cette peine est certainement insignifiante et disproportionnée. Il y a disproportion entre cette peine et la gravité du délit que constitue le refus opposé à des réquisitions faites dans des cas calamiteux et qui peut avoir des conséquences très fâcheuses. Il y a encore disproportion si on considère la gravité du délit visé par le § 12 et celle des délits que visent d'autres paragraphes du même article : la négligence des aubergistes ou hôteliers à tenir régulièrement leur registre, le fait de laisser courir des bêtes dans l'intérieur d'un lieu habité, de jeter des pierres ou autres corps durs ou des immondices contre les maisons nous semblent moins graves que le refus d'obtempérer à une réquisition faite dans l'intérêt général et sont pourtant passibles de la même peine, d'une amende de six à dix francs.

Cette peine est tout à fait insuffisante, et nous la critiquons à cause de cela. En effet, son insignifiance est une

cause de la facilité avec laquelle on se dispense d'obtempérer à la réquisition.

« Pour ce qu'il en coûte ! » diront en haussant les épaules les égoïstes. Si bien qu'il y aura là encore une injustice en ce que ceux-là seuls qui ne pourront s'offrir le luxe d'un refus qui leur reviendrait au maximum à dix francs seront contraints d'obéir. Mais des pauvres gens on ne peut requérir que des services personnels et non les choses qui peuvent être nécessaires — chevaux, voitures, automobiles, etc. — et qu'ils ne possèdent pas.

Il résulte de ce que nous venons de dire qu'il faut établir une sanction plus importante, car on aboutit, avec une peine aussi légère, à paralyser l'action de l'autorité, à rendre inefficaces les réquisitions.

Mais nous ne croyons pas qu'il faille condamner les délinquants à autre chose qu'à une amende.

Ainsi l'emprisonnement ne nous paraît pas un moyen pratique. En effet, si le refus prenait un caractère de généralité — et on peut craindre cela quand on aura étendu le droit de réquisition au cas des grèves dans les services publics et quasi-publics — si toute une catégorie d'individus refusait de prêter le concours ou le service requis, il ne serait pas possible de mettre tout le monde en prison : c'est évident, et comme le législateur diminue sa dignité quand il édicte des sanctions qui sont inapplicables, il faut s'en tenir à l'amende.

Mais il faut augmenter son taux. Alors il y a des chances pour qu'on ne refuse plus, sans raison valable, d'obtempérer aux réquisitions.

D'ailleurs il faut remarquer que dans les lois qui s'appliquent à la place du § 12 art. 475 C. pén., les peines sont en général plus fortes.

Sans parler des sanctions sévères qu'on appliquait, nous

l'avons vu, sous l'ancien Régime, notons dans la loi du 22 germinal an IV l'emprisonnement de 3 jours et, en cas de récidive, l'emprisonnement de 10 jours au moins et de 30 jours au plus; l'amende de 100 à 500 francs de l'art. 96 de la loi du 21 avril 1810 sur les mines; l'amende de 50 à 500 francs et l'emprisonnement de 15 jours à 3 mois de la loi du 13 mars 1822 sur la police sanitaire; les peines dont sont passibles ceux qui refusent d'obtempérer aux réquisitions militaires (1); la somme de 3.000 francs qu'il en coûte aux personnes qui sont sur la liste d'un jury pour se faire déclarer incapables d'exercer les fonctions de juré (2).

Et dans le Code pénal allemand, l'article 360 dit :

« Sera puni d'une amende de 150 marks ou d'emprisonnement :

« 10° Celui qui, requis par le chef de la police ou par ses subordonnés de prêter un secours en cas de calamités, de danger public ou de nécessité, n'obtempère pas à cette

(1) Loi du 3 juillet 1877, art. 21. « Si le refus provient du mauvais vouloir des habitants, le recouvrement des prestations est assuré, au besoin, par la force; en outre, les habitants, qui n'obtempèrent pas aux ordres de réquisitions, sont passibles d'une amende qui peut s'élever au double de la valeur de la prestation requise. En temps de paix, quiconque abandonne le service pour lequel il est requis personnellement est passible d'une amende de 16 à 50 francs... » — Art. 52. « Les maires ou les propriétaires de chevaux, juments, mulets ou mules, de voitures ou de harnais, qui ne se conforment pas aux dispositions du titre VIII de la présente loi, sont passibles d'une amende de 25 à 1.000 francs. » Ceux qui auront fait sciemment de fausses déclarations seront frappés d'une amende de 50 à 2.000 francs. »

(2) *C. d'instr. crim.*, art. 396. « Tout juré qui ne se sera pas rendu à son poste sur la citation qui lui aura été notifiée sera condamné par la Cour d'assises à une amende, laquelle sera :

« Pour la première fois, de 500 francs (l'art. 20 de la loi du 21 novembre 1872 dit que cette amende peut être réduite à 200 francs).

« Pour la seconde, de 1.000 francs;

« Et pour la troisième, de 1.500 francs.

« Cette dernière fois, il sera de plus déclaré incapable d'exercer à l'avenir les fonctions de juré. »

« réquisition, bien qu'il puisse se rendre à cette sommation sans péril grave pour lui. »

Le Code norvégien punit le refus de secours de trois mois d'emprisonnement; et si, par suite de l'abstention, il y a eu mort d'homme, la peine peut être portée à six mois.

Donc, si jamais on touche au texte du § 12, qu'on en profite pour augmenter l'amende; cela s'impose.

Et pourquoi ne reprendrait-on pas une disposition du décret des 26-29 avril 1792 sur les mesures à prendre pour les réquisitions de voitures, bêtes de somme, fourrages, etc., qui déclarait passible d'emprisonnement et d'une amende égale à la valeur des objets refusés celui qui n'obéissait pas à une réquisition? ou encore celle du décret du 19 brumaire an III, relatif aux réquisitions de denrées, subsistances et autres objets de nécessité publique, dont l'art. 14 dit que « tout citoyen sera tenu de satisfaire aux réquisitions, sous peine de confiscation des objets requis »?

Ce sont des dispositions qui paraissent devoir produire de meilleurs résultats et assurer plus de respect pour les réquisitions que l'amende de 6 à 10 francs.

On dit que les gens ne commencent à s'émouvoir que lorsqu'on touche à leur porte-monnaie; cela dépend encore de la mesure dans laquelle on y touche. Mais si on savait que votre refus ne serait pas pris en considération et qu'on passerait outre, qu'on confisquerait les objets requis, cela donnerait probablement à réfléchir à ceux qui ne veulent pas prêter le secours ou le service requis en obéissant simplement à l'idée du devoir social.

CONCLUSION

Il semble, quand on arrive au terme de cette étude, que la réquisition civile ne donne pas tout ce qu'on pouvait attendre d'elle et qu'on est un peu désappointé, pour ne pas dire découragé.

S'agit-il des cas prévus par le § 12 art. 475 C. pén., on regrette qu'il faille prendre des mesures contre la mauvaise volonté, contre l'égoïsme des hommes, alors que, dans ces occasions, il devrait être tout naturel que les individus se dévouent les uns pour les autres et s'entraident.

S'agit-il des cas auxquels on a parlé d'étendre le droit de réquisition, on craint que cette mesure ne soit insuffisante pour faire fonctionner des services dont les ouvriers sont décidés à faire grève. C'est un moyen qui n'est pas négligeable, certes, et nous avons montré qu'il ne faudrait pas s'en priver, même à cause des critiques qu'on lui a adressées. Mais, il faut l'avouer, c'est un coup de force ; l'Etat tâche de galvaniser un rouage usé ; il peut se produire un tressaillement momentané ; il faut redouter que la léthargie ne recommence. Un coup de force n'est pas un moyen de guérison complète ; c'est un remède à employer en cas de danger, mais qui ne fonde rien de sûr après lui.

D'où vient donc cette inquiétude que nous ressentons ? Elle vient de ce que nous nous trouvons en présence de

l'individualisme. Mais alors ne faut-il pas reconnaître que nous assistons à la banqueroute du régime issu de la Révolution ?

La liberté individuelle (1), cette liberté qui est le premier terme de la devise républicaine, a pour inévitables conséquences des abus que son essence même l'empêche de prévenir.

La formule du xix^e siècle, qui résume tout, qui explique tout, qui justifie tout, c'est : la lutte pour la vie, pour la vie matérielle bien entendu, alors on ne se soucie que du succès pour chacun ou pour le groupe dont on fait partie, et pour atteindre le but, tous les moyens sont bons, « tous sont justifiés », selon le mot terrible de Bismarck.

C'est la même constatation qui faisait dire à Dupont-White : « Toutes les voies de la civilisation sont hérissées d'un éternel obstacle : l'individu avec son infirmité et sa malignité .. l'individu chargé avant tout de se conserver et créé égoïste à cette fin (2). »

Et si, en face de cet individualisme égoïste et aveugle, dont les passions et l'intérêt ne se préoccupent que du présent sans se soucier de l'intérêt futur, nous avons une organisation économique qui permette, dans certains cas, à quelques-uns, de tyranniser une partie de la Société, parfois la société tout entière, alors les dangers d'une telle opposition apparaissent.

Or c'est ce qui se présente aujourd'hui : d'une part nous avons la socialisation par les inventions modernes des moyens de pourvoir à nos besoins les plus essentiels : eau, chaleur, lumière, force, transports, télégraphe, téléphone ; de l'autre, l'individualisme, dont est imprégnée

(1) Voir article de M. Fouillée : « Les erreurs sociologiques et morales des démocraties. » *Revue des Deux-Mondes* du 15 novembre 1909, pp. 315 et suiv.

(2) Dupont-White, *op cit.*, p. 9.

notre législation, et qui se montre de plus en plus égoïste dans ses manifestations, de plus en plus ignorant ou dédaigneux des devoirs moraux.

Au fur et à mesure que ces deux forces vont progressant chacune dans le sens que nous indiquons, on se rend compte qu'une crise peut prendre la portée d'un cataclysme national.

Et nous nous demandons — tout en ne nous dissimulant pas la difficulté de l'entreprise — s'il ne vaudrait pas mieux s'efforcer de développer la morale chez les individus, cette morale que nous avons dit que la loi n'était pas faite pour imposer. Au lieu de cette idée de lutte pour la vie, il faudrait arriver à persuader les hommes que, sans solidarité sociale, il n'y a pas de vraie démocratie. Surtout, et nous avons déjà indiqué cette idée, si le jugement des individus est faussé par des théories qu'on a laissé exposer à tort, il faut tâcher de le redresser.

Alors on aura peut-être assuré la paix et la sécurité à la société.

Au lieu que quand nous voyons d'une part la force de l'individualisme et d'autre part l'arme que constitue le droit de réquisition et qui doit mettre l'Etat en mesure de secouer toutes les indifférences et de paralyser les mauvaises volontés, nous craignons que cette arme soit insuffisante pour lutter contre ce peuple qui, selon le mot de Mirabeau souvent cité à propos des grèves, « n'a qu'à « rester immobile pour devenir formidable ».

VU ET APPROUVÉ :
Le Président de la thèse,
F. LARNAUDE.

VU
Le Doyen,
P. CAUVÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur,
C. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- BIOCHE. — Dictionnaire des juges de paix. Paris, 1852, 2 vol. in-8°.
- A. BLANCHE. — Etudes pratiques sur le Code pénal. Paris, 1891. 2^e édition revue par M. Dutruc, 7 vol. in-8° (7^e étude, pp. 513 à 530, n^{os} 386 à 402).
- MAURICE BLOCK. — Dictionnaire de l'administration française. 5^e édition, 2 vol. in-4°.
- A. M. DE BOISLISLE. — Correspondance des Contrôleurs généraux des finances. Paris, 1874-1883, 3 vol. in-4°.
- J. BRIAND et E. CHAUNÉ. — Manuel complet de médecine légale. Paris, 1880, 10^e édition, 2 vol. in-4°.
- A. CHAUVEAU et FAUSTIN-HÉLIE. — Théorie du Code Pénal. Paris, 1908, 6^e édition, 7 vol. in-8°.
- R. P. G. DANIEL, S. J. — Histoire de la Milice française. Paris, 1721, 2 vol. in-4°.
- H. G. DUCHESNE. — Histoire du Bois de Boulogne, le château de Bagatelle. Paris, 1909, 1 vol. in-8°, xv-352 p.
- DUPONT-WHITE. — L'individu et l'Etat. Paris, 1865, 3^e édit., 1 vol. in-8°, LXX-350 p.
- A. ESMEIN. — Cours élémentaire d'Histoire du droit français. Paris, 1910, 10^e éd., 1 vol. in-8°, 828 p.
- GUYOT, écuyer, ancien magistrat, et MERLIN. — Traité des droits, fonctions, franchises, exemptions, prérogatives et privilèges annexés en France à chaque dignité, à chaque office et à chaque état, soit civil, soit militaire, soit ecclésiastique. Paris, 1786, 4 tomes in-4°.
- M. HAURIOU. — Précis de droit administratif et de droit public. Paris, 1907, 6^e édition, 1 vol. in-8°, XVIII-915 p.
- MASSABIAU et MESNARD. — Manuel du Ministère public. Paris, 1901-1906, 5^e éd., 3 vol. in-8°.

- TAINÉ. — Origines de la France contemporaine ; l'Ancien Régime, 25^e édit., 2 vol. in-16.
- A. DE TOCQUEVILLE. — Ancien Régime et Révolution. Paris, 1860, 5^e édit., 1 vol. in-8, 475 p.
- PAUL VEYRIÈRES. — Du refus de secours. Thèse Paris, 1906.
- F. F. VILLEQUEZ. — Du droit de destruction des animaux malfaisants ou nuisibles et de la louveterie. Paris, 1884, 2^e édit., 1 vol. in-12.

Revue et Périodiques.

Bulletin des arrêts de la Cour de cassation rendus en matière criminelle.

Echo de Paris.

Figaro.

Journal des Débats.

Le Temps.

Le Journal des Economistes.

Revue du droit public et de la science politique.

Revue générale d'administration.

Revue des Deux-Mondes.

Revue Politique et Parlementaire.

Revue Socialiste.

} d'octobre 1910 à mars 1911.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

A

Abordage, 39.
 Abus (sous l'ancien Régime), 26 à 30.
 Accident (définition), 33 ; — individuel, 10, 34, 35.
 Amende, 104 ; — (augmentation de l'), 105.
 Animaux dangereux (destruction des), 25, 56, 101.
 Assesseur d'un bureau électoral, 65.
 Aubergiste, 34, 65.
 Avocat, 49.

B

Bagatelle (reconstruction du château de), 27.
 Boulangerie, 79.
 Briand, 75.
 Brigandage, 57.

C

Cas où les réquisitions sont possibles (caractère du), 10, 32.
 Charles le Chauve, 18.
 Charles VII, 18.
 Charles VIII, 19.
 Charpentiers, 23, 25.
 Clameur publique, 58.
 Colbert, 19.
 Commissaire de police, 46, 65, 68, 69.
 Concours (réquisition du — intellectuel et moral), (discussion) 48 à 55 ; — (personnel), 45, 70.
 Concurrence, 83.
 Continuité de l'Etat, 9.

FRACHON

Cordonniers, 47.
 Couvreurs, 23.
 Curage des fossés, 24, 43.

D

Droit de réquisition : définition, 8 ; — sujet du, 8 ; — contenu du, 8 ; — objet du, 9 ; — sanction du, 9 ; — principe du, 9 ; — caractère exceptionnel du, 11 ; — légalité exceptionnelle, 15 ; — extension du, 75, 86 à 94 ; — garanties contre le, 95 à 103.

E

Epidémies, 24, 48, 55, 101.
 Estimation préalable, 11.
 Exécution judiciaire, 62.
 Exécution préalable (prérogative de l'), 6.
 Expert, 49.

F

Flagrant délit, définition, 58 ; — assimilation au, 61 ; — d'adultère, 65.
 Fonctionnaires (refus du droit de grève aux), 81 ; refus de services des — hiérarchisés, 65.
 Formes légales de la réquisition, 56, 67.

G

Garde-champêtre, 69.
 Gendarmerie, 68.
 Gendarmerie (refus d'aller chercher la), 37.
 Grève des services publics et qua-

si-publics, 76, 78 à 86 ; — liste des, 80.

Guerre, 47.

Guet, 23.

H

Henri III, 25.

Huissiers, 69.

I

Immunité (loi d'), 14.

Impossibilité, 71 à 74.

Incendie, 23, 43.

Indemnisation (discussion), 96 à 102.

Indemnité préalable, 11.

Individualisme, 109.

Inondation, 24, 41.

Intérêt privé, 17, 27, 95.

Intérêt de la société, 7, 10.

Interprétation restrictive, 33, 95.

Ivre-homme, 62.

J

Jugements (exécution des), 62 à 64.

Juré, 100, 106.

L

Légalité exceptionnelle, 15.

Liberté individuelle, 11.

Liberté du travail, 66.

Limite des droits de l'individu, 12.

Lock-out, 84.

Louis IX, 23.

Louis XI, 19.

Louis XIV, 19.

M

Maçons, 23.

Maire, 34, 43, 55, 56, 68, 101.

Médecins, 24, 35 ; — réquisition d'un concours intellectuel, 49 à 55 ; — réquisition en cas de flagrant délit, 59 à 62 ; — indemnité, 100.

Menuisiers, 63.

Militarisation permanente, 91.

Mines (accidents survenus dans les), 35.

de Mun, 91 à 93.

N

Naufrage près des côtes, 37 ; — en mer, 39.

Neige (chasse des animaux dangereux en temps de), 56 ; — enlèvement des, 46.

O

Obéissance tardive, 71.

P

Patrouilles, 45.

Pelletan, 92.

Pharmaciens, 80.

Philippe-Auguste, 21.

Pillages, 58.

Pompes funèbres, 89.

Pompier, 68.

Préfet, 68.

Procureur, 59, 63, 68.

Propriété (droit de), 11.

Puissance (droits de — de l'Etat), 5.

R

Refus de secours, 70.

Réquisition, définition, 8 ; — objet, 70 ; — sous l'ancien Régime ; — militaires, 19 ; — maritimes, 21 ; — de services personnels, 23 ; — de choses, 26 ; — militaires, 11, 47, 106.

Rhône (conservation des chaussées du), 42.

Rixe, 60.

Rondes, 23, 32, 45.

S

Sage-femme, 35.

Sanction, 104 à 107 ; — en cas de refus d'un médecin, 55, 61.

Services publics et quasi-publics, définition, 78-88 à 91.

Solidarité, 10, 110.

T

Téléphone (réquisition par), 70.

Termes impératifs, 67.

Tumultes, 36.

U

Usager des bois et forêts, 44.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE PREMIER	
Le droit de réquisition civile.....	8
CHAPITRE II	
Les réquisitions sous l'ancien Régime.....	17
CHAPITRE III	
Les réquisitions civiles dans l'état actuel du droit....	31
a) Cas urgent.....	32
1 ^o Accidents.....	33
2 ^o Tumultes.....	36
3 ^o Naufrage.....	37
4 ^o Inondation.....	41
5 ^o Incendie.....	43
6 ^o Autres calamités.....	45
7 ^o Brigandages.....	57
8 ^o Pillages.....	58
9 ^o Flagrant délit et clameur publique.....	58
10 ^o Exécution judiciaire.....	62
Appendice.....	65
b) Réquisition régulière.....	67
c) Refus de secours.....	70
d) Possibilité.....	71
CHAPITRE IV	
L'extension du droit de réquisition civile.....	75
CHAPITRE V	
Les garanties de l'individu.....	95

CHAPITRE VI

LA SANCTION.....	104
CONCLUSION.....	108
BIBLIOGRAPHIE.....	111
TABLE ALPHABÉTIQUE.....	113

